ISSN 1662 – 4599

Supplément en souvenir d'Annemarie Buchholz-Kaiser

24 juillet 2014
14e année
No 16/17

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Politique agricole suisse: une question touchant à la sécurité et à l'indépendance du pays

Interview de Rudolf Joder (UDC), conseiller national et président de l'Association pour une agriculture productive

Rudolf Joder (photo thk)

Horizons et débats: Pourquoi faut-il une initiative parlementaire à côté de l'initiative populaire fédérale pour renforcer la production agricole nationale?
Rudolf Joder: Si nous voulons limiter le processus de réduction de l'agriculture suisse et maintenir une agriculture indépendante, il nous faut absolument une meilleure protection contre l'importation de produits agricoles étrangers. La Suisse est le pays important le plus de produits alimentaires par habitant au monde. C'est vraiment au détriment de l'agriculture suisse qui doit produire à un coût plus élevé et n'arrive donc pas à concurrencer les produits étrangers bon marché. Par conséquent, en complément à l'initiative populaire, il est nécessaire de fixer dans la *Loi sur l'agriculture* une disposition prévoyant la protection de l'agriculture et la limitation des importations de produits agricoles lors de futures négociations d'accords de libre-échange. Cela signifie une restriction des compétences de négociation du Conseil fédéral avec les pays étrangers. Je m'attends à un effet préventif efficace.

Dépôt de l'initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire»

thk. C'était un moment très émouvant: malgré une pluie battante, de nombreux délégués de tous les cantons se sont rendus à Berne pour déposer les signatures recueillies à la Chancellerie fédérale. Des représentants de divers cantons ont présenté leurs spécialités agricoles qu'ils avaient chargées sur de petits chariots décorés avec amour et qu'ils tiraient derrière eux lors du cortège à travers la vieille ville de Berne. Enfants, jeunes et personnes âgées, portant solennellement les costumes traditionnels, étaient présents et attendaient malgré le vent et la pluie devant l'aile ouest du Palais fédéral. Encadrés de musique joyeuse, tout le monde voulait assister à l'acte souverain de la remise des signatures. Les 26 drapeaux des cantons ainsi que le drapeau suisse soulignaient l'atmosphère digne de cet acte politique. Un canton après l'autre a remis les boîtes avec les signatures recueillies au représentant de la Chancellerie fédérale. Près de 150 000 signatures authentifiées ont été récoltées en seulement 5 mois – un signal fort à l'adresse de la politique agricole du Conseil fédéral et en faveur du renforcement de l'agriculture nationale, car c'est exactement cela que veut atteindre l'initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire grâce à la production nationale» en proposant un amendement de l'article constitutionnel actuel. Le conseiller national *Markus Ritter,* président de l'*Association suisse des paysans* (USP), et le directeur de l'USP, Jacques Bourgeois, ont valorisé dans leurs interventions l'engagement et le grand soutien ainsi que l'importance internationale et nationale de cette initiative populaire. «Ensemble», a expliqué Markus Ritter, «nous pouvons gagner.»

Quelles sont les compétences du Conseil fédéral dans ce contexte?
Aujourd'hui, la situation juridique est telle que le Conseil fédéral peut négocier en toute liberté. Le Parlement ne peut plus que dire oui ou non aux accords en question. Malheureusement, lors de nos négociations sur les formulations du texte constitutionnel de l'initiative populaire, l'*Union suisse des paysans* ne voulait pas introduire de passage demandant une meilleure protection contre les importations agricoles. C'est pourquoi je suis amené à atteindre ce but à l'aide d'une initiative parlementaire demandant une révision partielle de la *Loi sur l'agriculture.*

Qu'est-ce qui devrait changer concrètement?
Le but de l'initiative parlementaire est d'empêcher une réduction du taux d'autoapprovisionnement alimentaire. Au cours des dernières années, celui-ci a constamment diminué en raison de l'augmentation des importations. En garantissant les surfaces arables nécessaires, il s'agit d'atteindre qu'au moins 50% des produits alimentaires soient produits en Suisse. Ce taux est assez bas en comparaison internationale. Il s'agit également de la question de la sécurité, (et) de l'indépendance de la Suisse et donc de notre avenir: pouvons-nous, au moins partiellement, subvenir aux besoins de notre population avec une bonne agriculture productive?

Peut-on dire que les importations bon marché ont directement contribué à la réduction de l'autoapprovisionnement alimentaire?
Oui, et cela correspond aux buts et aux objectifs du Conseil fédéral disant que l'agriculture est une partie du système alimentaire mondial et que ce n'est pas le devoir de chaque Etat d'approvisionner individuellement sa population en nourriture.

Cela rappelle le débat sur l'armée suisse. On parlait de «sécurité collective», menant à la situation que l'Etat n'est plus en mesure de se défendre lui-même et de protéger ses citoyens. Donc, on se place dans une situation de dépendance totale. Comment analysez-vous cette approche du Conseil fédéral?
J'ai personnellement une vision fondamentalement différente. Je suis d'avis que les denrées alimentaires ne peuvent pas être comparées avec des produits industriels ou des produits chimiques. Il faut planter et produire là où l'on consomme. Ce principe devrait être valable dans le monde entier. Vu le développement actuel, l'agriculture dans les pays émergents et en développement est détruite par des importations bon marché de l'étranger, de sorte que les populations locales ne peuvent pas se nourrir suffisamment. Ce développement au profit des pays industrialisés et des multinationales de l'agroalimentaire doit être corrigé. C'est également l'opinion des milieux de gauche et des Verts. Voilà pourquoi ce principe a déjà par deux fois réuni une majorité au Parlement suite à des interventions parlementaires. On est d'avis que les pays émergents et en développement doivent pouvoir se nourrir eux-mêmes grâce à leur propre production agricole. On a également déclaré que cela n'avait aucun sens de transporter des denrées alimentaires de base 10-, 20- ou 30 000 kilomètres autour du monde. Cela crée d'énormes problèmes de pollution pour le transport de produits qui pourraient tout aussi bien être cultivés localement ou régionalement.

Le Conseil fédéral croit-il sérieusement au système alimentaire mondial ou y a-t-il d'autres raisons?
Apparemment, la stratégie du Conseil fédéral consiste à dire que l'avantage, par exemple pour l'industrie des machines ou de l'industrie chimique, dont les échanges internationaux de marchandises doivent être évalués sous d'autres aspects, se fait au détriment de l'agriculture. Mais il y a une différence fondamentale entre les produits chimiques ou industriels et les denrées alimentaires. Il est bien compréhensible que les pays échangent des produits industriels entre eux et qu'on produise là où les meilleurs matériaux sont disponibles et où la meilleure qualité est garantie. Mais pour les denrées alimentaires de base, nous avons une situation complètement différente. Il est absurde de renoncer à la culture céréalière en Suisse et d'importer des céréales de l'Inde. Il est également absurde de renoncer à la culture de pommes de terre en Suisse et d'importer des pommes de terre égyptiennes avec ses énormes problèmes d'eau. Le Conseil fédéral ne s'en est pas encore rendu compte.

En vous entendant, on a l'impression que le Conseil fédéral veut affaiblir la Suisse en tant qu'Etat souverain en n'offrant ni sécurité, ni sécurité de planification à l'agriculture.
Oui, c'est clair. La politique du Conseil fédéral est en opposition totale avec cette initiative en ce qui concerne le système mondial de l'alimentation et l'offre de produits de niche, et que la Suisse devrait produire seulement une petite partie elle-même en important les marchandises principales de l'étranger. Notre initiative populaire a pour but de parvenir en Suisse à une situation alimentaire aussi autonome que possible et de permettre de produire les denrées de base à l'intérieur du pays. Le transport des produits de base à travers le monde est insensé en termes de politique de développement et de pollution et affaiblit la sécurité et l'indépendance de la Suisse, aussi à l'avenir.

N'est-ce pas également la tentative de lier la Suisse plus fermement à l'UE et de laisser l'approvisionnement agricole à l'Allemagne ou à la France?
Je consens à cette thèse. Le Conseil fédéral cherche à intégrer la Suisse au niveau international ce qui restreint massivement notre indépendance, notre autodétermination et la gestion démocratique de notre ordre public. Par conséquent, il est nécessaire de corriger cette situation par une initiative qui sera forcément soumise au peuple.

Vous êtes président de l'Association pour une agriculture productive («Verein für eine

Suite page 2

Conserver la souveraineté

Avec le dépôt de l'initiative populaire fédérale «Sécurité alimentaire et production indigène», un premier pas dans la bonne direction est fait. Si nous voulons en tant que citoyens maintenir pour la Suisse notre souveraineté et notre indépendance dans le concert des nations, nous devons porter notre attention avant tout sur les domaines étatiques sensibles et observer avec grande vigilance les développements. En font partie les thèmes fondamentaux tels la défense du pays et son approvisionnement économique, l'alimentation en eau et en énergie et nos systèmes de la formation et de la santé publique. Si un Etat se rend dépendant de l'étranger, il ne peut plus agir souverainement, il est soumis au chantage et deviendra le jouet des puissants.

Avec les termes de «mondialisation», «communauté internationale», «le monde est un village», créés à la fin de la guerre froide, on nous a suggéré, qu'une nouvelle époque avait débuté, où les frontières ne jouent plus aucun rôle, où toute personne profite au même niveau de cette économie mondialisée. La preuve que cet euphémisme était en ce temps-là déjà diamétralement opposé à la réalité politique, est entre autre le fait que depuis la fin du colonialisme il n'y a plus jamais eu autant d'Etats-nations nouvellement créés que pendant la phase de la soi-disant mondialisation. Avec l'UE, on a parallèlement tenté d'empaqueter une partie de ces nouveaux Etats dans une structure supranationale et centraliste, ressentant, certainement depuis la crise financière, davantage d'opposition de la part des populations, car ce ne sont pas les petites gens qui en ont profité, mais avant tout les grandes banques et les trusts internationaux.

Alors que les Etats latino-américains et asiatiques, y compris la Russie, se souviennent de plus en plus de leur souveraineté étatique et que la coopération interétatique prend régulièrement en considération le respect de la souveraineté étatique, les puissants en Occident espèrent toujours pouvoir persuader les citoyens de l'abolition des frontières nationales en propageant l'économie mondialisée. Le «principe de TINA» – There Is no Alternative [il n'y aucune alternative] – en forme le coeur. Ce ne sont que certains trusts qui savent tirer leurs profits, là où le contrôle démocratique de l'économie a été abandonné en faveur du contrôle de l'Etat par l'économie! L'actuelle crise en Slovénie, ayant mené le pays au bord de la faillite, est une réalité amère.

La Suisse se trouve également devant ce défi. Souvent mise sous pression de l'extérieur, on tente de la dissoudre de l'intérieur. A quel point ce sont des mots vides de sens qui sont utilisés, est démontré par l'affaire des services secrets américains en Allemagne voisine. Si les alliés les plus intimes se traitent de la sorte, l'expression, souvent utilisée par des personnes de gauche au sujet de la sécurité du pays – «nous sommes entourés d'amis» – n'est, vu la réalité, que de la poudre aux yeux. Que disait jadis *Henry Kissinger:* «Entre les Etats il n'y a pas d'amitiés, il n'y a que des intérêts.» Certaines personnes dans notre pays ne veulent à tout prix pas le reconnaître, parce que cela va à l'encontre de leurs buts politiques.

Si, dans le cadre de la défense du pays, le Conseil fédéral parle de sécurité collective et d'interopérabilité, si, dans le cadre de l'approvisionnement économique du pays, il voit la Suisse déjà bien au chaud dans un système d'approvisionnement mondial, prenant soin de l'approvisionnement en denrées alimentaires du monde entier, déléguant l'approvi-

Suite page 2

Augmenter la sécurité alimentaire

La politique agricole suisse devant un tournant décisif

par Reinhard Koradi, Dietikon

La politique agricole dans notre pays – comme d'ailleurs dans la plupart des pays – a poursuivi ces dernières années une stratégie éblouie par la prospérité et par la foi aveugle en le «marché libre». Avant tout dans les économies nationales les plus développées des pays industrialisés occidentaux, l'agriculture a été classée comme un détail sans importance ou même un obstacle à la stratégie de croissance basée sur le marché mondial et une recherche du profit insatiable. Il est difficile de balayer le soupçon que la politique économique et agricole déséquilibrée – encouragée avant tout par les pouvoirs publics, c'est-à-dire les gouvernements et les administrations – veuille affaiblir sciemment les bases existentielles de l'agriculture productive. Il n'est pas rare que l'agriculture serve de joker dans le poker de l'accès au marché libre, car elle permet d'échanger l'agriculture indigène contre de hauts rendements et la croissance de l'économie d'exportation des biens industriels et des services. C'est un engagement risqué car outre la sécurité alimentaire, on met également en jeu les intérêts de la politique sociale et sécuritaire, voire de la sécurité de l'Etat.

Les conditions de production, de marché et de consommation dans le domaine agricole et des denrées alimentaires (secteur économique primaire) ne peuvent logiquement pas être classées au même rang que les conditions du secteur secondaire (création de valeurs par la transformation et l'affinage de matières premières) et du secteur tertiaire (services, administration etc.). Une telle différenciation et prise en considération appropriées de la réalité ne seraient que logiques et raisonnables. Le secteur primaire a, de par sa nature, des attaches locales, régionales et peut-être même nationales. Il exige un travail assidu et dépend directement des ressources locales. Malgré des systèmes logistiques et d'information modernes, cette dépendance pose des limites naturelles. Des limites qui représentent pour les denrées alimentaires – et souvent pour tout approvisionnement de base – un obstacle de poids qui doit être pris au sérieux. Ce sont des obstacles qui n'existent guère dans le cas des biens industriels et des services ou qui peuvent être maîtrisés facilement. Le marché libre et avec lui la délocalisation de la production dans des «pays à faible coûts salariaux» échouent dans le domaine de la production agricole, au plus tard lorsque le lieu de production est lié aux ressources locales. Le plus raisonnable et intelligent du point de vue de la politique économique et d'Etat serait d'exclure conséquemment l'agriculture de tout accord de libre-échange.

La Politique agricole PA 2014–2017 est-elle anticonstitutionnelle?

La confiance aveugle en le marché libre et les fantaisies mondialistes semblent paralyser les théoriciens de l'agriculture et les transformer en adeptes de l'aristocratie financière. Mis sous pression par les prix cassés prévalant sur les marchés étrangers, les agriculteurs sont forcés à faire des économies, à abandonner leurs exploitations (fusions), à élargir leurs capacités afin de pouvoir pratiquer des méthodes de production industrielle. Pour que cette destruction des exploitations familiales traditionnelles puisse être entreprise avec le moins de résistance possible, l'agriculture a été habillée – au cours des dernières années – d'une tenue de camouflage écologique. L'agriculture productive – l'agriculteur en tant que producteur de denrées alimentaires saines, de saison et régionales – est transformée sous le diktat écologique en jardinier paysagiste. Le temps investi dans l'administration a déjà dépassé de loin les charges tolérables. Toute autre branche s'opposerait à juste titre avec véhémence contre ce projet d'économie planifiée et trouverait dans son combat un large soutien au sein de la population. Dans le domaine de l'agriculture les cartes se jouent différemment. La liberté entrepreneuriale n'existe pas et la population de notre pays manque souvent de compréhension pour les conditions d'existence difficiles des paysans. Le système des payements directs de la Confédération et les conditions-cadres changeant tous les quatre ans ont enlevé aux agriculteurs leur liberté de décision et ont fait naître dans la population une fausse image de la situation économique d'une grande partie des exploitations agricoles. Il est vrai que les payements directs devraient assurer l'existence aux paysans, mais en réalité, ils ont créé une dépendance funeste du flux d'argent venant de Berne, limitant massivement la liberté entrepreneuriale et la possibilité d'obtenir des prix de production couvrant réellement les coûts du travail des agriculteurs.

L'article 104 de la Constitution fédérale, adopté par le peuple en 1996, a déclenché une réforme de la politique agricole signifiant pour l'essentiel une réduction massive des fonds alloués au soutien du marché interne en faveur des payements directs. Les conséquences de cette réforme sont visibles dans un changement structurel occasionnant la disparition de nombreuses exploitations familiales, des pertes de revenu menaçant l'existence et une règlementation inadmissible de la production agricole par les autorités en faveur de travaux de jardinier paysagiste, justifiés par l'écologie, résultant une fois de plus dans la réduction de l'autosuffisance alimentaire du pays.

La base de la politique agricole suisse fixée dans l'article 104 de la Constitution fédérale est au moins partiellement enfreinte par la PA 2014–2017. L'article est rédigé de la manière suivante:

1. La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché contribue substantiellement:
   a. à la sécurité de l'approvisionnement de la population;
   b. à la conservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage rural;
   c. à l'occupation décentralisée du territoire.

Ni l'exigence d'une production orientée au marché, ni l'occupation décentralisée du territoire (perte d'exploitations agricoles) ne sont assez soutenus par la politique agricole actuelle. C'est pour cette raison qu'il est indispensable de créer une nouvelle approche courageuse orientée vers l'avenir en politique agricole. En fait partie un élargissement généreux de l'horizon de la planification dans le domaine de la politique agricole par l'administration. Les paysans ne peuvent pas changer leurs décisions entrepreneuriales tous les quatre ans. Ces périodes de planning à court terme occasionnent des risques d'investissement inutiles et minent à long terme la garantie d'existence des exploitations agricoles.

Des idées non-conventionnelles s'imposent. Le non-conventionnel se trouve dans les environs. Abandonner l'idéologie du commerce mondial en faveur de la sauvegarde des intérêts propres au pays. En jetant un coup d'œil dans le passé, on découvre une multitude d'alternatives qui se prêtent pour redonner à l'agriculture son importance qui lui est due: des exploitations familiales en tant que producteurs de denrées alimentaires saines et naturelles sur une base d'existence sûre et contribuant au taux d'autosuffisance alimentaire le plus élevé possible.

Une vision bien terre à terre

Bien entendu cette nouvelle orientation entraînera une rupture avec les théories et les pratiques économiques actuelles.

Mais n'est-ce pas réellement urgent de développer et de mettre en œuvre une nouvelle orientation économique? Les libertés que nous promet le marché libre depuis belle lurette n'est rien que de l'esclavage. Avec cet ordre économique «dirigé par le marché», une petite minorité augmente sa richesse de façon indécente. Cette inégalité crée des foyers de tensions dangereux pouvant conduire très rapidement à des émeutes sociales, voire des guerres.

Il faut absolument limiter la ruine mondiale, le chaos et le cumul des risques inquiétants, provoqués par le cartel du pouvoir de la haute finance. A l'aide de structures productives et d'approvisionnement décentralisées, locales et autonomes, nous pouvons nous libérer de ce monopole du pouvoir et développer de nouvelles formes de la vie quotidienne. Cela est dans l'intérêt de toute personne mais aussi dans l'intérêt des Etats nations souverains. Le Rapport mondial sur l'agriculture formule clairement la réponse à donner à l'économie de gaspillage. Nous savons donc très exactement ce qu'il faut faire. Et cela pour le bien de tous les êtres humains sur cette planète. Indépendamment du fait que nous vivions dans les pays industrialisés occidentaux, dans les Etats du BRICS ou même dans des pays moins développés, les problèmes ne doivent pas être transférés dans un monde globalisé, ils doivent être résolus de manière responsable devant notre propre porte.

En rapport avec l'agriculture, ou l'approvisionnement en denrées alimentaires, cela signifie l'utilisation soigneuse des ressources locales et le développement d'une production en accord avec les conditions-cadres naturelles des denrées alimentaires dans son propre pays. Cela est bien plus qu'une simple contribution à la sécurité de l'approvisionnement de la population. C'est également un acte de solidarité envers les pays moins développés et, en outre, une contribution importante à la lutte contre la faim, la pauvreté et l'exploitation.

Du mouvement dans la politique agricole suisse

Les citoyens suisses commencent à se rendre compte que la politique agricole indigène doit être réformée. Ce n'est pas encore la grande masse de la population, mais des initiatives et des interventions correspondantes se multiplient et confirment l'évolution des esprits.

Suite page 3

«Politique agricole suisse …»
suite de la page 1

produzierende Landwirtschaft» – VPL). Quels sont les buts de cette association?
L'association est née de la nécessité de lancer le référendum contre la *Politique agricole 2014–2017* après notre défaite au Parlement. Un petit groupe d'hommes politiques a décidé de soumettre la *Politique agricole 2014–2017* au peuple. Malheureusement, nous étions trop peu (de gens) pour récolter les 50 000 signatures nécessaires dans le délai imparti de 3 mois. Nous n'en avons atteint que 40 000. Nous avons donc décidé dans le même groupe de lancer une initiative populaire fédérale puisque nous aurons alors davantage de temps pour faire aboutir une telle initiative, c'est-à-dire de récolter 100 000 signatures en 18 mois. En termes d'organisation, cela devait être possible. En même temps, l'*Union suisse des paysans* discutait d'une initiative constitutionnelle, et au cours de trois réunions de négociations, nous avons finalement pu nous mettre d'accord sur un texte constitutionnel commun. C'est ainsi que l'initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire» est née. Le travail a eu pour conséquence la fondation de *l'Association pour une agriculture productive* (VPL). Maintenant, nous poursuivons notre objectif au sein de cette structure associative et essayons de trouver de nouveaux membres.

Quel est le but de l'association après que l'initiative populaire ait été déposée aujourd'hui?
La tâche principale de l'association est de soutenir et de promouvoir la nouvelle orientation politique de l'agriculture suisse vers la production. Il s'agit essentiellement de développer notre agriculture dans cette direction, par des mesures politiques à différents niveaux.

Toute personne de gauche devrait soutenir activement cet objectif pour éviter que les multinationales puissent s'enrichir encore davantage, notamment sur le dos des pays en développement et pour éviter que les marchés de ces derniers soient détruits, afin qu'ils puissent se développer; ce sont tous des sujets primordiaux pour la gauche. Il y a encore d'autres initiatives de gauche. Soutenez-vous également ces activités?
Les autres initiatives montrent l'actualité du sujet. Soudain, dans l'agenda politique la situation alimentaire est au centre de l'intérêt de divers groupes politiques. Cela a toujours un effet positif et représente certainement un soutien au débat politique concernant la mise en œuvre de l'initiative d'alimentation. Notre initiative aura le plus grand impact sur l'agriculture, donc je la considère comme prioritaire. Il est évident que la coopération et les discussions communes sont non seulement très importantes dans le processus politique, mais aussi avec les groupes de gauche et les Verts.

Quelle est l'influence de l'UE sur la politique agricole?
Nous combattons très clairement un accord de libre-échange agricole avec l'UE. Cependant, cela n'est plus prioritaire après la votation du 9 février car le Conseil fédéral doit d'abord traiter les questions institutionnelles. Mais l'objectif d'un accord de libre-échange agricole entre l'UE et la Suisse n'est pour le Conseil fédéral que remis à une date ultérieure. Donc, nous devons rester prudents et vigilants et exercer une pression politique avec cette initiative.

L'ouverture prévue du marché laitier fait partie du même ordre d'idées.
Cela montre aussi que jusqu'à ce jour, le Conseil fédéral n'a pas encore pris connaissance de l'initiative «Pour la sécurité alimentaire» déjà déposée pour laquelle près de 150 000 signatures ont été récoltées en 5 mois. Rien n'a changé pour le Conseil fédéral, celui-ci continue à poursuivre sa politique et à tenir le cap comme si de rien n'était. Il est d'autant plus important que les associations et les citoyens continuent à faire pression. Moi, de mon côté, je le fais en lançant des initiatives et d'autres interventions parlementaires. Il faut utiliser le temps entre le dépôt de l'initiative et sa mise en œuvre. Si nous ne le faisons pas, il ne se passera presque rien et le Conseil fédéral pourra réaliser ses plans sans restrictions importantes.

M. Joder, je vous remercie beaucoup de cette interview.

(Interview réalisée par Thomas Kaiser)

«Conserver la souveraineté»
suite de la page 1

sionnement en énergie de notre pays, sous prétexte de protection de la nature, à nos pays voisins etc., alors nous vendons notre indépendance, sans réaliser, du sein de notre soi-disant «temps de paix», quelles en seront les conséquences dévastatrices en temps de crise, et cela pas seulement pour notre pays et notre population. Ce que l'on veut ainsi réaliser politiquement, revient à un coup d'Etat par tranches successives.

Dans notre pays, les citoyennes et citoyens ont, grâce à la démocratie directe permettant d'influer directement, à l'aide de l'initiative populaire et du référendum, sur la politique gouvernementale, de changer de cap et de s'employer à créer un vivre-ensemble réaliste et digne des peuples dans le monde. Pouvoir mener une vie autodéterminée est aussi important pour tout individu que pour tout Etat. Le fait qu'avec cette initiative populaire, on a réalisé un premier pas dans cette direction dans le domaine de l'agriculture, donne du courage. D'autres pas dans cette direction vont suivre. C'est ainsi qu'on récupère la souveraineté étatique – et cela constitue pour nous citoyens motivation et encouragement à faire de même dans d'autres domaines.

Thomas Kaiser

«Dans la stabulation à l'attache, les bêtes ont leur propre place»

Interview de Hansruedi Scheuner, président de la «IG Anbindestall Schweiz» [Communauté d'intérêts pour les étables à l'attache en Suisse], Oberlangenegg

La mauvaise humeur est depuis longtemps à l'ordre du jour chez les paysans et notamment les paysans de base. Elle est due à la politique agricole fédérale avec ses nouvelles réglementations et ordonnances émises par l'«Office fédérale de l'agriculture» (OFAG). Les paysans ne se sentent pas pris au sérieux et leurs préoccupations sont ignorées. C'est un ras-le-bol général d'être traités avec condescendance par des académiciens de l'administration fédérale n'ayant aucunes connaissances de la pratique. Il en va de même quant à la décision de choisir pour leur bétail la stabulation à l'attache ou la stabulation libre. A l'encontre de la volonté de la majorité des paysans, l'OFAG fait pression en faveur de la stabulation libre. Aussi un groupe de paysans a créé le 21 juin 2014, à Steffisburg dans le canton de Berne, la Communauté d'intérêts pour les étables à l'attache («IG Anbindestall Schweiz»).

Horizons et débats: Quand on vit en ville ou en agglomération, on ne s'y connaît guère dans les questions agricoles. Donc, quelle est la différence entre, la stabulation à l'attache et la stabulation libre?
Dans l'étable à l'attache, tous les animaux ont une place où ils sont attachés alors que dans la stabulation libre les bêtes peuvent circuler librement, sans avoir leur propre place.

Quels en sont les avantages et les inconvénients?

Avantages de la stabulation à l'attache: il est facile d'observer les animaux, ils ont beaucoup de contacts humains et suite à cela sont plus faciles à diriger. Les onglons sont toujours secs, donc moins sujets aux maladies. Des animaux affaiblis, malades et en forte gestation ont leur calme et ne peuvent pas être traqués par d'autres animaux. Pour les bêtes à cornes cette stabulation est idéale. Des soins quotidiens sont possibles.

Désavantages: les attacher et détacher pour le pâturage donne davantage de travail. L'utilisation d'un robot de traite n'est pas possible.

Avantages de la stabulation libre: pas de travail pour attacher les animaux.

Désavantages: les animaux marchent dans leurs propres défécations, ce qui peut engendrer des maladies des onglons. Par manque de contacts humains, le comportement des animaux est moins «agréable». Leur toilette est plus difficile. L'observation des défécations, des vaches mères et des saignements après insémination n'est pas possible. Les animaux âgés ou faibles peuvent être traqués par d'autres bêtes et également blessés.

Quelles sont les proportions de la stabulation à l'attache et de la stabulation libre?
En Suisse, nous avons environ 60% de stabulation à l'attache et 40% de stabulation libre.

Quelle est la stabulation traditionnelle des bovins en Suisse?
Depuis que nous connaissons les animaux domestiques, les bovins ont toujours été attachés.

D'où vient l'idée de la stabulation libre?
Probablement des protecteurs des animaux. Pour eux, les animaux doivent être libres, c'est dans la nature des choses. On oublie que se sont des animaux domestiques. L'idée de la stabulation libre est nouvelle. Mais pas tout ce qui est nouveau, est positif. Pas tout ce qui est positif, est nouveau.

Quelle est l'attitude de l'OFAG envers la stabulation à l'attache et la stabulation libre?
L'Office fédéral de l'agriculture soutient la stabulation libre. Il verse des contributions pour la tenue particulièrement respectueuse des animaux. Les subventions pour la construction d'étables ne sont en partie versées que pour la stabulation libre.

Pourquoi cette tendance de vouloir faire disparaître les étables à l'attache en Suisse?
Beaucoup de petites entreprises ont la stabulation à l'attache. Si l'on renforce les prescriptions pour ces étables, on se débarrassera plus rapidement de ces paysans.

Le 21 juin, on a fondé à Steffisburg la Communauté d'intérêts suisse pour les étables à l'attache. Quelles en étaient les raisons?
La création de cette Communauté d'intérêts était nécessaire parce que la protection des animaux s'oppose à toute subvention ou tout financement public de transformations ou nouvelles constructions de telles étables. C'est la tactique du salami, jusqu'à l'interdiction totale des étables à l'attache pour les bovins, voire les chevaux et les chèvres.

Quels sont les buts de cette Communauté d'intérêts?
Elle aimerait regrouper le plus grand nombre possible de propriétaires d'étables à l'attache. Elle veut corriger les erreurs contenues dans l'ordonnance sur la protection des animaux. Nous voulons que des paysans actifs aient droit au chapitre lors de l'élaboration des ordonnances futures. En outre, nous voulons informer la population suisse au sujet du bien-être des animaux dans la stabulation à l'attache.

Comment peut-on adhérer à la Communauté d'intérêts pour les étables à l'attache?
Toute personne favorable à la stabulation à l'attache peut devenir membre. L'affiliation se fait par le versement d'un montant annuel de 20 francs au CCP: IG Anbindestall, Raiffeisenbank Steffisburg, 30-22804-5. CH28 8081 7000 0048 8319 7.

Merci beaucoup de cette interview. •

(Interview realisée par Ariet Güttinger)

«Augmenter la sécurité alimentaire»
suite de la page 2

Il y a quelques années, un groupe restreint de personnes engagées a lancé l'initiative populaire «Pour une économie utile à tous». Elle ne trouva pas encore un soutien suffisant dans la population. Actuellement, il y a de nouvelles initiatives populaires en discussion visant dans la même direction.

Le 8 juillet 2014, l'Union suisse des paysans a déposé à Berne son initiative populaire fédérale intitulée «Sécurité alimentaire» avec environ 150 000 signatures, récoltées en seulement 5 mois. Voici son énoncé:

«Art. 104a (nouveau) Sécurité alimentaire
1. La Confédération renforce l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires issues d'une production indigène durable et diversifiée; elle prend des mesures efficaces notamment contre la perte des terres cultivées, y compris les surfaces d'estivage et pour la mise en œuvre d'une stratégie de qualité.
2. Elle veille, dans l'agriculture, à une charge administrative réduite et à une sécurité appropriée au niveau des investissements et du droit.

Mesures transitoires
Le Conseil fédéral propose à l'Assemblée fédérale, au plus tard deux ans après l'acceptation par le peuple et les cantons de l'article 104a, les dispositions légales correspondantes.»

Ce qui est nouveau dans cette initiative c'est la revendication de mesures efficaces contre la perte de terres cultivées, y compris les surfaces d'estivage et pour la mise en œuvre d'une stratégie de qualité. S'y ajoute l'exigence d'une réduction de la charge administrative pour les paysans et une sécurité appropriée au niveau des investissements et du droit (des délais de planification prolongés).

Le conseiller national *Rudolf Joder* (UDC) redouble avec une initiative parlementaire «Protection des frontières».

L'initiative parlementaire demande: «Le Conseil fédéral et l'administration fédérale sont tenus de veiller à ce que, lors de la négociation d'accords internationaux et en cas de modification de tels accords, la production agricole indigène soit protégée dans l'intérêt de la sécurité alimentaire, et qu'à cet effet l'importation de denrées alimentaires soit limitée.»

Cette initiative parlementaire soulève un problème central. Suite aux importations à bas prix, la production indigène subit une pression importante sur les prix qui ne permet plus d'avoir des prix de producteur couvrant les coûts réels. En Suisse, les coûts de production sont fondamentalement plus élevés, vues les conditions-cadre et les conditions de production plus exigeantes que dans les divers pays exportateurs de produits agricoles.

Cela conduit à des déformations des prix sur les marchés d'approvisionnement et détruit la base d'existence financière des exploitations agricoles en Suisse. Ceci est indésirable du point de vue de la politique d'approvisionnement, de sécurité et d'Etat. Une production indigène ne peut être maintenue dans la mesure souhaitée que si les paysans obtiennent des prix équitables pour leur travail, c'est-à-dire des prix couvrant leurs coûts de production. Cela ne vaut pas seulement pour les paysans indigènes mais aussi pour les paysans à l'étranger et pour les ouvriers agricoles. La cause des importations à bas prix se trouve souvent dans les accords interétatiques correspondants (accords de libre-échange), et pour cette raison, il est justifié d'y introduire des clauses de sauvegarde. Certains consommateurs pourraient craindre que les prix des denrées alimentaires augmentent à cause de cette clause de sauvegarde. Ces craintes sont infondées. Les matières premières (produits agricoles) ne représentent aujourd'hui qu'une part marginale des coûts de production globaux des denrées alimentaires transformées et sont donc négligeables. Toute réduction des prix de ces matières premières n'augmente, en règle générale, que les marges des entreprises de transformation et des grossistes et n'a donc aucune importance au niveau de l'économie nationale.

Les Verts ont préparé l'initiative populaire intitulée «Pour des denrées alimentaires saines et produites dans des conditions équitables et écologiques (Initiative pour des aliments équitables)».

Voici son énoncé: «La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 104a Denrées alimentaires
1. La Confédération renforce l'offre de denrées alimentaires sûres, de bonne qualité et produites dans le respect de l'environnement, des ressources et des animaux, ainsi que dans des conditions de travail équitables. Elle fixe les exigences applicables à la production et à la transformation.
2. Elle fait en sorte que les produits agricoles importés utilisés comme denrées alimentaires répondent en règle générale au moins aux exigences de l'al. 1; elle vise à atteindre cet objectif pour les denrées alimentaires ayant un degré de transformation plus élevé, les denrées alimentaires composées et les aliments pour animaux. Elle privilégie les produits importés issus du commerce équitable et d'exploitations paysannes cultivant le sol.
3. Elle veille à la réduction des incidences négatives du transport et de l'entreposage des denrées alimentaires et des aliments pour animaux sur l'environnement et le climat.»

Cette initiative saisit le problème des moyens égaux. L'exigence du respect des standards de qualité et de traitement valables en Suisse empêche une distorsion de concurrence par un dumping de qualité et aurait probablement pour conséquence l'abolition de l'accord funeste et unilatéral du «Cassis de Dijon». En outre, cette initiative soulève, du moins indirectement, la problématique des longs trajets de transport.

Fort intéressante est également l'initiative en préparation d'*Uniterre,* une organisation romande de paysans. Cette initiative traite en première ligne de la sécurité alimentaire. Voici son énoncé:

«Article 104a Souveraineté alimentaire
1. Afin d'appliquer le droit à la souveraineté alimentaire, la Confédération favorise une agriculture paysanne indigène rémunératrice et diversifiée, fournissant des denrées alimentaires saines, et répondant aux attentes sociales et écologiques de la population.
2. Elle vise à un approvisionnement indigène prépondérant en denrées alimentaires et en aliments pour animaux tout en tenant compte des ressources naturelles.
3. Elle prend des mesures efficaces dans le but de:
   a. favoriser l'augmentation du nombre d'actifs dans l'agriculture et la diversité des structures;
   b. préserver les surfaces cultivées, notamment les surfaces d'assolement en intégrant la qualité du sol comme critère;
   c. garantir le droit à l'utilisation, la multiplication, l'échange et la commercialisation des semences par les paysans;
   d. proscrire les organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture et toutes les plantes et animaux issus des nouvelles technologies de modification et/ou de recombinaison non naturelle du génome.
4. Elle
   a. soutient la création d'organismes en main des paysans chargés d'assurer l'adéquation entre l'offre des paysans et les besoins de la population;
   b. garantit la transparence sur le marché et favorise la détermination de prix équitables par filières;
   c. renforce les échanges commerciaux directs, les structures de transformation, de stockage et de commercialisations régionales.
5. Elle porte une attention particulière aux conditions de travail des salariés agricoles et met tout en œuvre pour leur harmonisation au niveau fédéral.
6. Elle
   a. prélève des droits de douane et régule les volumes d'importation pour maintenir et développer la production indigène;
   b. prélève des droits de douane ou interdit l'importation de denrées alimentaires produites dans des conditions sociales et environnementales non-conformes aux standards suisses.
7. Elle renonce à toutes subventions à l'exportation de produits agricoles et de denrées alimentaires.
8. Elle garantit l'information et la sensibilisation sur les conditions de production et de transformation des denrées alimentaires indigènes et importées et se réserve le droit de fixer ses propres normes de qualité.»

Avec son initiative, *Uniterre* poursuit une approche globale adaptée directement à l'agriculture. Elle s'engage pour la diversité paysanne, pour des prix couvrant les frais, pour une agriculture naturelle. Elle veut donner la priorité à la production locale et encourager le commerce régional. Une composante importante est le renforcement de la position sur le marché et dans les négociations des agriculteurs face aux grossistes (grandes surfaces et industrie de transformation). Les agriculteurs doivent s'organiser de manière à se présenter en tant que partenaires de négociation de même valeur pour mieux pouvoir imposer leurs intérêts.

Ça bouge!

Les diverses initiatives préparées par des groupes avec des positions politiques très variées soulignent la nécessité actuelle d'agir dans le domaine de la politique agricole. Les approches présentées par ces initiatives visent dans la bonne direction. Il est indéniable que tous les initiants veulent se détourner de l'idéologie du libre-échange. Cette exigence correspond à une politique économique et agricole orientée sur la pratique – même si beaucoup de théori-

Suite page 4

Washington relance son projet de partition de l'Irak

par Thierry Meyssan

Le brusque écroulement de l'Etat irakien est présenté par la presse internationale comme la conséquence de l'attaque du groupe terroriste EIIL. Mais qui peut croire qu'un Etat puissant, armé et organisé par Washington, pourrait s'écrouler en moins d'une semaine devant un groupe jihadiste officiellement indépendant de tout Etat? En outre, qui peut croire que ceux qui soutiennent l'EIIL en Syrie condamnent sincèrement son action en Irak? Thierry Meyssan révèle le dessous des cartes.

Depuis 2001, l'état-major des Etats-Unis tente de fracturer le «Proche-Orient élargi» en une multitude de petits Etats ethniquement homogènes. La carte de la région remodelée a été publiée en juillet 2006.[1] Elle prévoit de diviser l'Irak en trois, un Etat sunnite, un chiite et un kurde.

L'échec d'Israël face au Hezbollah, à l'été 2006,[2] et celui de la France et du Royaume-Uni face à la Syrie, de 2011–2014, laissaient penser que ce plan avait été abandonné. Il n'en est rien: l'état-major US tente de le reprendre par l'intermédiaire de ces condottières modernes que sont les jihadistes.

Les événements survenus en Irak la semaine dernière doivent être vus sous cet angle. La presse internationale insiste sur l'offensive de l'Emirat islamique en Irak et au Levant (EIIL ou «Daesh» en arabe), mais celle-ci n'est qu'une partie de la vaste action en cours.

L'offensive coordonnée de l'EIIL et des Kurdes

En une semaine, l'EIIL a conquis ce qui devrait devenir un Emirat sunnite tandis que les peshmergas ont conquis ce qui devrait être l'Etat kurde indépendant.

L'armée irakienne, formée par Washington, a donné Ninive aux premiers et Kirkouk aux seconds. Sa structure même de commandement a facilité sa désagrégation: les officiers supérieurs devant en référer au cabinet du Premier ministre avant de déplacer leurs troupes étaient à la fois privés d'initiative d'ensemble et installés comme des roitelets sur leurs zones d'action. Dès lors, il était facile au Pentagone de corrompre certains officiers pour qu'ils incitent leurs soldats à faire défection.

Les parlementaires, convoqués par le Premier ministre *Nouri-al-Maliki,* ont également fait défection et n'ont pas voté l'état d'urgence faute de quorum, laissant le gouvernement sans possibilité de riposte.

Sans autre choix pour sauver l'unité de son pays, al-Maliki a fait appel à tous les alliés imaginables. Il a d'abord sollicité son propre peuple en général et la milice chiite de son rival *Moqtada el-Sadr* en particulier (l'Armée du Mahdi), puis les Gardiens de la Révolution iraniens (le général *Qassem Suleimani,* commandant la Force Jérusalem est actuellement à Bagdad), enfin les Etats-Unis auxquels il a demandé de revenir et de bombarder les assaillants.

La presse occidentale souligne, non sans raison, que la manière de gouverner du Premier ministre a souvent heurté à la fois la minorité sunnite arabe et les laïques du Baas, tant elle est apparue principalement favorable aux chiites. Cependant, ce constat est relatif: les Irakiens ont reconduit, lors des élections législatives du 30 avril, la coalition de Nouri al-Maliki. Celle-ci a obtenu un quart des voix, soit trois fois plus que le mouvement de Moqtada el-Sadr, le reste des voix étant éparpillé entre une multitude de petits partis.

La préparation de l'offensive contre l'autorité de Bagdad

L'offensive de l'EIIL d'un côté et des Pehmergas de l'autre a été préparée de longue date.

Le Kurdistan irakien a commencé à voir le jour, sous la protection des Etats-Unis et du Royaume-Uni, avec la zone d'exclusion aérienne décrétée entre les deux invasions occidentales (1991–2003). Depuis le renversement du président *Saddam Hussein,* il a acquis une très forte autonomie et est entré dans la zone d'influence israélienne. De ce point de vue, il est impensable que Tel-Aviv ait été absent de la prise de Kirkouk. Toujours est-il que l'actuel gouvernement régional d'Erbil a étendu sa juridiction sur l'ensemble de la zone irakienne prévue par l'état-major états-unien pour former le Kurdistan indépendant.

L'EIIL est une milice tribale sunnite ayant intégré les combattants d'Al-Qaïda en Irak, après le départ de *Paul Bremer III* et la remise du pouvoir politique aux Irakiens. Le 16 mai 2010, un responsable d'Al-Qaïda en Irak qui avait été libéré dans des circonstances inconnues, *Abou Bakr al-Baghdadi,* a été nommé émir et s'est efforcé, par la suite, de placer l'organisation sous l'autorité d'Al-Qaïda.

Au début 2012, des combattants de l'EIIL créent en Syrie le Jabhat al-Nosra (c'est à dire le Front de soutien au peuple du Levant), comme branche syrienne d'Al-Qaïda. Ce groupe se développe avec la relance de l'attaque franco-britannique contre la Syrie en juillet 2012. Il est finalement classé «organisation terroriste» par Washington à la fin de l'année, malgré les protestations du ministre français des Affaires étrangères qui salue en eux «des gens qui font du bon boulot sur le terrain» (sic).[3]

Les succès des jihadistes en Syrie, jusqu'au premier semestre 2013, ont modifié l'attractivité de leurs groupes. Le projet officiel d'Al-Qaïda d'une révolution islamiste globale est apparu utopique, tandis que la création d'un Etat islamique sur un territoire donné semblait à portée de main. D'où l'idée de lui confier le remodelage de l'Irak que les armées US n'étaient pas parvenues à réaliser.

Le relifting de l'EIIL a été réalisé au printemps 2014 avec la libération de prisonniers occidentaux qu'il détenait, Allemands, Britanniques, Danois, Etats-uniens, Français et Italiens. Leurs premières déclarations confirmaient en tous points les informations des services de renseignement syriens: EIIL est encadré par des officiers états-uniens, français et saoudiens. Cependant, rapidement les prisonniers libérés faisaient machine arrière et infirmaient leurs propos sur l'identité de leurs geôliers.

C'est dans ce contexte que l'EIIL a rompu avec à Al-Qaïda en mai 2014, se posant en rival, tandis qu'Al-Nosra restait la branche officielle d'Al-Qaïda en Syrie. Bien sûr tout cela n'est qu'affichage puisqu'en réalité ces groupes sont, depuis leur création, soutenus par la CIA contre des intérêts russes (Afghanistan, Bosnie-Herzégovine, Tchétchénie, Irak, Syrie).

Redevenu en mai une organisation régionale (et non plus l'antenne régionale d'une organisation mondiale), l'EIIL se préparait à remplir le rôle que ses commanditaires lui avaient assigné il y a plusieurs mois.

L'organisation est certes commandée sur le terrain par Abou Bakr al-Baghdadi, mais elle est placée sous l'autorité du prince *Abdul Rahman al-Faiçal,* frère du prince *Saoud al-Faiçal* (ministre saoudien des Affaires étrangères depuis 39 ans) et du prince *Turki al-Faisal* (ancien directeur des services secrets et actuel ambassadeur à Washington et Londres).

En mai, les al-Faiçal ont acheté une usine d'armement en Ukraine. Des stocks d'armes lourdes ont été transportés par avion vers un aéroport militaire turc, d'où le MIT (services secrets turcs) les a acheminés par trains spéciaux à l'EIIL. Il paraît peu probable que cette chaîne logistique ait pu être mise en place sans l'Otan.

L'offensive de l'EIIL

La panique qui a saisi la population irakienne est à l'image des crimes commis par l'EIIL en Syrie: égorgements en public des «musulmans renégats» et crucifixion des chrétiens. Selon *William Lacy Swing* (ancien ambassadeur US en Afrique du Sud, puis aux Nations unies, et actuel directeur de l'Office des migrations internationales), au moins 550 000 Irakiens auraient fui devant les jihadistes.

Ces chiffres montrent l'ineptie des estimations occidentales de l'EIIL selon lesquelles il ne dispose que de 20 000 combattants au total en Syrie et en Irak. La vérité est probablement 3 fois supérieure, de l'ordre de 60 000 combattants; la différence étant composée exclusivement d'étrangers, recrutés dans l'ensemble du monde musulman et souvent pas arabes. Cette organisation est devenue la principale armée privée dans le monde, jouant le rôle moderne des condottières de la Renaissance européenne.

Elle devrait encore se développer compte tenu de ses prises de guerre. Ainsi, à Mossoul, elle a saisi le Trésor du district de Ninive, soit 429 millions de dollars en liquide (de quoi payer leurs combattants durant une année complète). En outre, elle s'est emparée de nombreux Humvees et de 2 hélicoptères de combat qu'elle a immédiatement intégrés à son dispositif. Les jihadistes n'ayant pas les moyens de former des pilotes, la presse internationale laisse entendre que ce sont d'anciens officiers baasistes du président Saddam Hussein. C'est hautement improbable, d'une part compte tenu de la guerre opposant les baasistes laïques aux jihadistes qui constitue la toile de fond de la guerre en Syrie.

Réactions internationales

L'offensive des Peshmergas et de l'EIIL était attendue par les partisans de l'Arabie saoudite dans la région. Ainsi, le président libanais *Michel Suleiman* (qui avait conclu une allocution en janvier par un retentissant «Vive l'Arabie saoudite!» à la place d'un «Vive le Liban!») a tenté par tous les moyens d'obtenir une prolongation de son mandat (expirant le 25 mai) pour les six mois à venir, de manière à être aux manettes durant la crise actuelle.

Quoi qu'il en soit, les réactions internationales à la crise irakienne sont incohérentes: tous les Etats, sans exception condamnent l'EIIL en Irak et dénoncent le terrorisme, alors que certains d'entre eux – les Etats-Unis et leurs alliés – considèrent au même moment l'EIIL comme un allié objectif contre l'Etat syrien, et que quelques-uns commanditent cette offensive – les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, la France, Israël et la Turquie.

Aux Etats-Unis, le débat politique public oppose les Républicains, qui demandent un redéploiement militaire en Irak, aux Démocrates, qui dénoncent l'instabilité suscitée par l'intervention de *George W. Bush* contre Saddam Hussein. Ce petit jeu oratoire permet de masquer que les événements en cours servent les intérêts stratégiques de l'état-major et qu'il y est directement impliqué.

Il se pourrait cependant que Washington ait piégé Ankara. L'EIIL aurait tenté au même moment de prendre le contrôle du tombeau de *Süleyman Sah,* en Syrie dans le district de Raqqa. Ce tombeau est propriété de la Turquie qui dispose sur place d'une petite garnison en vertu de la clause d'extraterritorialité du Traité d'Ankara (imposé par le colonisateur français en 1921). Mais cette action peut très bien avoir été commanditée par la Turquie elle-même qui avait envisagé de trouver ainsi un prétexte d'intervention ouverte en Syrie.[4]

Plus grave, lors de la prise de Mossoul, l'EIIL a fait prisonniers 15 diplomates turcs et leurs familles ainsi que de 20 membres des forces spéciales turques à leur consulat, provoquant la colère d'Ankara. L'EIIL avait également arrêté des chauffeurs de poids lourds qui ont été relâchés ultérieurement. La Turquie, qui a assuré la logistique de l'attaque de l'EIIL, se sent trahie sans que l'on sache pour le moment si elle l'a été par Washington, Riyad, Paris ou Tel-Aviv. Cette affaire n'est pas sans rappeler l'arrestation, le 4 juillet 2003, de 11 membres des forces spéciales turques par l'armée états-unienne à Souleimanieh (Irak) popularisée par le film «La vallée des loups – Irak».[5] Cet épisode avait provoqué la plus importante crise des soixante dernières années entre les deux pays.

L'hypothèse la plus probable est qu'Ankara ne prévoyait pas de participer à une offensive aussi large et a découvert en cours de route que Washington programmait de réaliser la création du Kurdistan qu'il avait échouée en 2003. Or, toujours selon la carte publiée en 2006, celui-ci doit inclure une partie de la Turquie, les Etats-Unis ayant prévu de disséquer non seulement leurs ennemis, mais aussi leurs alliés. L'arrestation des diplomates et forces spéciales turques serait un moyen d'empêcher Ankara de saboter l'opération.

Arrivant jeudi à Ankara en provenance d'Amman, la représentante spéciale des Etats-Unis au Conseil de sécurité, l'ambassadrice *Samantha Power,* a hypocritement condamné les actions de l'EIIL. La présence au Proche-Orient de la thuriféraire de l'interventionnisme moral de Washington laisse à penser qu'une réaction états-unienne a été prévue dans le scénario.

De son côté, l'Iran s'est dit prêt à aider à sauver le gouvernement du chiite al-Maliki en envoyant des armes et des conseillers militaires, mais pas de combattants. L'actuel renversement de l'Etat irakien profite à l'Arabie saoudite, grand rival régional de Téhéran, alors que le ministre des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Faiçal (le frère du patron de l'EIIL), l'a invité à négocier. •

Source: *www.voltairenet.org*

[1] Ralph Peters, «Blood borders: How a better Middle East would look», *Armed Forces Journal,* Juin 2006

[2] Thierry Meyssan, *L'effroyable imposture: Tome 2, Manipulations et désinformations,* éd. Alphée 2007

[3] Isabelle Mandraud (avec Gilles Paris), Cité in «Pression militaire et succès diplomatique pour les rebelles syriens», *Le Monde,* 14/12/12

[4] «Complot turc pour entrer en guerre ouverte contre la Syrie», *Réseau Voltaire,* 28/3/14

[5] Mireille Beaulieu, «L'anti-Hollywood turc à l'assaut des crimes états-uniens», *Réseau Voltaire,* 5/5/06

«Augmenter la sécurité alimentaire»
suite de la page 3

ciens néolibéraux et économistes spécialisés dans l'agronomie prennent toujours modèle sur le dogme du marché libre. C'est la seule réponse possible à l'échec de la théorie du libre-échange mondial. Les praticiens confrontés quotidiennement à la réalité de la production de denrées alimentaires, labourant leurs champs et rentrant leurs récoltes, connaissent les réalités. Ils exigent à juste titre des corrections durables dans leur propre intérêt, dans celui des consommateurs, des citoyens et de leurs collègues à l'étranger. La discussion est lancée. Celui qui veut s'engager plus en avant peut rejoindre l'*Association pour une agriculture productive* (VPL). Cette association a pour but de protéger l'agriculture, de renforcer la production et de garantir la sécurité alimentaire. Voilà un but qui doit être soutenu par nous tous, si nous ne voulons pas mettre en danger notre souveraineté face à la dépendance des importations de denrées alimentaires. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2014 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

En finir avec les affrontements avant qu'il ne soit trop tard!

S'engager pour la paix est le meilleur des actes humains

par Karl Müller

L'affrontement entre les Etats-Unis, l'0TAN et l'UE d'un côté, et la Russie de l'autre s'amplifie. Il est vrai que ce ne sont pas les deux parties qui cherchent à renforcer cet affrontement. En consultant les documents officiels accessibles, on constate que c'est la partie «occidentale» qui cherche l'affrontement, alors que le gouvernement russe s'efforce toujours d'obtenir une entente. Ceci n'est pas une affirmation de «propagande pro-russe», mais une simple vérité qui ressort des documents accessibles, à condition de les consulter sans a priori.

Il n'est donc pas étonnant que l'actuel gouvernement ukrainien veuille résoudre ce conflit par les armes, soutenu qu'il est par les dirigeants de l'UE. En font partie non seulement l'ultimatum adressé au gouvernement russe qui dure depuis deux semaines, mais également les sanctions renforcées contre la Russie. On peut y ajouter des écrits arrogants, ignorant la réalité, tel celui du ministre des Affaires étrangères suédois, *Carl Bildt,* paru dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 8 juillet ou la note du président par intérim du groupe parlementaire de la CDU/CSU, *Andreas Schockenhoff,* ainsi que du président du groupe parlementaire germano-ukrainien au Bundestag, *Karl-Georg Wellmann,* intitulé «Pour une révision des relations avec la Russie», du 1er juillet.

Le fait que la «Frankfurter Allegemeine Zeitung» ait publié le 10 juillet une photo du président ukrainien, *Petro Poroschenko,* en uniforme militaire, entouré de soldats ukrainiens, cela en page une avec comme déclaration «le combat continue» montre où on en est. Par contraste, il faut lire le discours du président russe *Vladimir Poutine,* tenu le 1er juillet devant le corps diplomatique de son pays, ou bien les nombreuses prises de position du ministère russe des Affaires étrangères, histoire d'établir une comparaison.

La pensée officielle en Europe est mesquine et ses actions sont devenues dangereuses. L'Europe subit depuis des années un démantèlement de ses valeurs fondamentales au profit d'une idéologie prétendument bienveillante, mais qui en vérité ne recherche que la prise de pouvoir pour assurer le «pouvoir du plus fort». Les cercles qui s'y adonnent se servent, selon les règles de la programmation neuro-linguistique (PNL), d'un langage trompeur et vide de sens. En vérité, ceux qui veulent réellement préserver les valeurs perdent de plus en plus pied en Europe, à tel point qu'une personnalité tel le philosophe, éthicien et conseiller du Pape, *Robert Spaemann,* exprime sa crainte de revoir le totalitarisme en Europe, ce qu'il n'aurait certes pas envisagé il y a 25 ans.

Un journaliste aussi connu que *Peter Scholl-Latour,* fêté il y a encore quelques années par les médias comme une personnalité importante, se voit contraint de remettre ses réflexions à la «Voix de la Russie» pour avoir une chance de diffusion. Sa réponse à la question de savoir comment l'Europe doit réagir aux événements en Ukraine interpelle: «L'Europe n'a pas de politique étrangère. Actuellement, elle se contente de se soumettre aux Etats-Unis, ce qui ne se serait pas passé sous *Helmut Kohl,* et encore moins sous *Schröder.*»

Des journaux, tel le polonais «Rzeczpopolita», suivent la ligne politique américaine. Ce dernier écrivait le 5 juillet: «Pour obtenir la paix, il s'agit moins de la bonne volonté des parties ennemies qu'une attaque militaire décisive. Il est de l'intérêt de l'Occident, de la Pologne et de l'Ukraine que ce coup soit porté par l'Ukraine elle-même. Nous devons donc apporter notre aide à l'Ukraine. Car une guerre de basse intensité peut durer encore des années – c'est ce qu'a démontré le conflit en Bosnie et en Croatie au début des années 1990. Tous les efforts déployés par la communauté internationale, les observateurs, les trêves, les efforts diplomatiques de l'Europe et des Etats-Unis ne portèrent pas de fruits. Le problème ne trouva de solution que du fait que la Croatie et la Bosnie, soutenues par l'Occident, prirent stratégiquement le dessus. Il en va de même aujourd'hui en Ukraine. Les appels à la paix ont une résonnance positive dans les médias, mais ne mettent pas fin au cauchemar. La guerre est mauvaise, mais il est encore plus mauvais de guerroyer sans fin.»

Est-ce cela les valeurs de l'Europe? Fermer les yeux face aux souffrances des populations de l'Ukraine orientale, les meurtres quotidiens, et vouloir s'engager dans une guerre? Qui se souvient des queues infinies des populations devant les locaux de vote quand on se prononça pour l'indépendance de la région? Qui a oublié les déclarations fermes et décidées des personnes interrogées à ce moment-là? Ces voix ne furent pas pris au sérieux et c'est sous le slogan «combattons les séparatistes» que les soldats s'en prirent à ces populations.

Les déclarations répétées de «plans de paix» apparaissent comme une dérision. Et cela apparaît également aux yeux des Européens. On trouve aussi d'autres déclarations, telle celle du journal bulgare «Duma», le même jour que le journal polonais, écrivant dans un sens tout différent: «Les populations de l'Ukraine orientale ne sont pas intéressées par des accords qui de toute façon n'apportent rien, cela est apparu plusieurs fois dès le début de la crise. Ils veulent pouvoir jouir du droit de décider eux-mêmes dans quelle direction aller – soit vers l'Europe, soit vers la Russie. Ils ne veulent pas qu'on décide pour eux et qu'on leur impose la direction à prendre. Les populations de l'Ukraine orientale sont les victimes d'intérêts géopolitiques.

Il semble bien que le gouvernement de Kiev n'a aucun intérêt à les entendre. C'est pourquoi il veut débarrasser la région de ceux qu'il traite de ‹séparatistes›. Seulement voilà: y aura-t-il une solution à la crise quand les opposants auront été écrasés?»

Aussi, on peut se demander si le journal russe «Iswestija» n'avait pas raison d'écrire ce même jour: «Kiev sent le soutien de l'Occident. Le gouvernement n'est donc pas pressé à faire cesser le bain de sang dans cette région du pays. Il est vrai que les gouvernements occidentaux en appellent à Kiev pour faire cesser les combats. Mais si le président Porochenko le voulait vraiment, il l'aurait déjà réalisé. Le gouvernement ukrainien a déjà signé la partie politique de l'Accord d'association avec l'Union européenne. De ce fait l'UE a en mains la possibilité de faire cesser ce bain de sang dans l'Est de l'Ukraine. Mais les gouvernements occidentaux n'y voient pas non plus d'intérêt. Ils veulent maintenir à bas niveaux tous les concurrents pour le pouvoir en Ukraine et renforcer le gouvernement à Kiev, car il n'est pas vraiment stable.

Nombreux sont ceux qui reconnaissent que la soumission de la politique européenne à la volonté des Etats-Unis peut mener vers la catastrophe. A la suite d'un sondage récent, *Spiegel Online* du 6 juillet publia le titre suivant: «Les Allemands veulent prendre leurs distances par rapport aux Etats-Unis». Et plus loin: «La confiance dans ce partenaire allié a baissé, nombreux sont ceux souhaitant un contact plus étroit avec la Russie.»

Comment prendre au sérieux l'indignation de la politique allemande officielle et des médias quant au fait que deux Allemands ont espionné contre leur pays sur ordre des services secrets américains. Est-ce réellement le début d'une plus grande indépendance des Etats-Unis? Ou bien est-ce une façon de détourner l'attention des questions politiques essentielles? Par exemple de la politique par rapport à la Russie ou bien des négociations concernant le «Traité de libre-échange transatlantique» TTIP?

Une chose est certaine: si la politique européenne continue à s'aventurer sur le chemin de l'arrogance, du mensonge et de l'affrontement, cela finira dans une catastrophe, parce que relevant d'une attitude ne tenant pas compte de la réalité et de l'histoire. Il est encore temps de changer de cap. Il y a partout des gens qui réalisent que nous prenons la fausse voie, des gens qui ne sont pas d'accord. C'est maintenant le moment de s'y opposer, d'élever nos voix jusqu'à ce qu'elles soient entendues. •

Ce qu'un «crescendo» peut provoquer

km. Le 12 novembre 2001, juste après le début de la guerre contre l'Afghanistan, le stratège américain *Zbigniev Brzezinski* déclara dans une interview accordée au *Spiegel* concernant la durée que tiendrait l'alliance de guerre, notamment avec le Pakistan:

> «Plus longtemps que la plupart des gens pensent. Si les Etats-Unis agissent avec détermination, les élites pakistanaises, notamment l'armée, seront capables de garder le contrôle de la situation. Le Pakistan est dépendant des Etats-Unis, il n'a pas d'autres amis. Cependant, si l'engagement américain continue à se réduire à des bombardements, si le nombre des victimes au sein de la population civile continue à augmenter, s'il y a un «crescendo» de critiques internationales, alors la situation au Pakistan sera dangereuse.»

Brzezinski était très conscient de ce qu'un «crescendo de critiques internationales» pouvait provoquer.

Combien de temps encore?

> «L'été passé – sans que le public puisse réellement en prendre connaissance – il y eut l'aveu d'un membre des services secrets allemands. ‹Nous sommes, dit-il avant de faire une pause, … l'Allemagne est pour les Etats-Unis d'Amérique un immense porte-avions: géographiquement très bien situé, utile et totalement dépendant.›» (Deuschlandfunk du 12/7/14)

Combien de temps encore?

Peter Scholl-Latour: «L'Europe mène une politique de soumission envers les Etats-Unis»

km. Lors d'une interview accordée à la radio «La voix de la Russie» (par écrit sur «Ria Novosti» le 4 juillet), le journaliste réputé Peter Scholl-Latour s'est exprimé sur la situation actuelle en Europe et en Asie ainsi que sur le conflit qui oppose les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE à la Russie.

Selon *Peter Scholl-Latour,* le président russe *Vladimir Poutine* est «un politicien très intelligent et habile qui bénéficie du soutien de 80% de la population, ce qu'on ne peut négliger. Il est très populaire et dans la mesure où on lui reproche d'avoir servi dans le KGB, c'est lui attribuer une qualité le rendant capable d'affronter les incroyables intrigues actuelles, les oligarques etc. Il n'y a aucun contrôle des oligarques en Ukraine, ils restent les maîtres du pays et l'un d'eux est actuellement président. Personne ne va me convaincre qu'il a gagné ses milliards uniquement avec du chocolat de qualité médiocre.»

Peter Scholl-Latour connaît bien la situation en Ukraine. «J'étais à Lemberg, ou Lviv, ou Lvov, quel que soit son nom. Je m'y suis entretenu avec le patriarche de l'église grecque-catholique, un homme très raisonnable – mais il y a aussi, là-bas, des groupes extrémistes, qui viennent de la Seconde Guerre mondiale lorsque *Stepan Bandera* collaborait avec les Allemands. Il s'agit d'une société refermée sur elle-même qui s'adapte difficilement à l'Ukraine. Et puis, l'Ukraine orientale, le Donbass, est habitée par une population entièrement russe. Lors de l'industrialisation, on y installa des paysans des régions pauvres, des Russes de Voronej, par exemple, de ce fait la population est essentiellement russe. Une solution fédéraliste est le minimum de ce qu'on devrait leur offrir.»

Et Scholl-Latour de continuer: «L'OTAN affiche dans l'Est de l'Europe une présence beaucoup trop ostentatoire. Il avait été convenu que cette dernière ne s'étendrait pas plus loin que l'Allemagne de l'Est. En ce temps-là, il était exclu que l'OTAN intègre les anciens Etats du bloc oriental, soit la Pologne, les Etats baltes, la Roumanie.»

Selon Scholl-Latour, «l'Europe, n'a pas de politique étrangère, elle mène actuellement une politique de soumission envers les Etats-Unis, ce que *Helmut Kohl* n'aurait jamais accepté et *Schröder* encore moins. Je ne sais pas quelles sont les visées de Madame *Merkel,* qui ne cesse de prêcher la démocratie et la liberté. Les Allemands ne doivent pas oublier qu'ils ont commis les pires crimes de l'histoire européenne, alors même qu'il s'agit d'un peuple hautement civilisé. La moindre des choses serait de se taire.»

L'UE devrait comprendre «que cette Union eurasiatique, que Poutine désire créer, n'est pas dirigée contre l'Europe occidentale, mais constitue une consolidation de la Russie en Asie centrale. Car, dans la mesure où on se retire de l'Afghanistan et qu'il s'y développe un chaos islamique ou un Etat théocratique ou quelque chose de la sorte, cela aura des répercussions sur les pays voisins. Notamment sur l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, les Ouzbek étant déjà largement représentés dans les camps de résistance au Pakistan. Mais il y a aussi le Kazakhstan. On veut se protéger, c'est en réalité une organisation défensive. On n'a pas encore compris, qu'il s'agit de cette dimension asiatique. Pour la Russie, l'Ukraine aurait donc été un partenaire précieux en tant que contrepoids européen. Mais ce n'est plus possible. Il ne reste donc plus que la Russie et la Biélorussie, ce qui ne donne que 140 millions d'habitants, dont, ce qu'il faut également prendre en compte, 20 à 25 millions de musulmans qui ne sont pas tous inoffensifs.

La dernière fois que je me suis rendu à Kazan, l'imam principal, auparavant un brave Tatare, était soudainement un jeune homme, formé à Medina, en Arabie saoudite. Le ton avait nettement changé. Lorsque je m'étais trouvé, à l'époque, auprès des insurgés tchétchènes, j'avais eu affaire à des gens fort compréhensifs dans les communautés islamiques, appelées Tarîqa. Puis vinrent de jeunes prédicateurs, instruits en Arabie saoudite, et du coup un mur se dressa et je n'arrivait plus à entrer en contact avec eux.»

Scholl-Latour s'oppose aux sanctions économiques contre la Russie: «Ayant vécu les résultats des sanctions contre l'Irak entre 1991 et 2003, je vis à quel point c'est horrible. Il n'était plus possible de purifier l'eau ou de cultiver les terres. C'était terrible. La mortalité infantile était épouvantable. Les Allemands devraient le savoir, ayant subi eux-mêmes un blocage pendant la Première Guerre mondiale qui avait presque totalement affamé la population. Les sanctions sont un moyen immoral de la politique étrangère.»

Source: http://de.ria.ru/opinion/20140704/268926478.html

Le «Martin Luther du confucianisme» – l'importance de Kang Youwei et de ses disciples pour la Chine d'aujourd'hui

La Chine d'avant Mao – un signal tôt pour le réveil du dragon chinois

par Thomas Schaffner

«Pendant cent jours, Kang, Liang et Tan Sitong furent plus puissants que ne l'a jamais été un autre groupe d'intellectuels d'orientation comparable depuis la Révolution française – et cela considéré sur le plan international.» (Mishra, p. 184) Cette phrase, citée de l'œuvre primé intitulé «From the ruins of Empire. The revolte against the west and the remaking of Asia» de l'auteur indien Pankaj Mishra incite le lecteur occidental à se poser de multiples questions. La Révolution française, tout lycéen en connaît les grandes lignes, mais le lecteur, aussi informé qu'il soit, se demandera de quels cent jours il s'agit, quels sont les noms entiers de Kang et Liang et quel est leur importance sur le plan politique international. La tentative de Mishra de porter notre regard sur le monde entier, sera appuyée par l'article suivant, dessinant le développement de la Chine par la vie des intellectuels les plus importants d'avant l'ère Mao. Si, toutefois, on présentera des faits honteux pour l'Occident, c'est sans aucune pointe de méconnaissance pour l'Occident de la part de Mishra. En Asie, on n'a pas oublié les humiliations que l'Occident a fait subir aux hommes en Asie et ailleurs. Il faut bien se rendre compte des faits réels, car ce n'est qu'ainsi qu'un dialogue sur un pied d'égalité pourra s'établir dans ce monde afin de s'approcher de la paix.

Qu'au lecteur hâtif soit dévoilé la devinette d'entrée: Liang Qichao (1873–1929) était un intellectuel formé dans la tradition classique chinoise du confucianisme. Il participa jusqu'en 1920 à tous les événements importants en Chine. Son maître, Kang Youwei (1858–1927) était, pour ses disciples, le Martin Luther du confucianisme. Tous deux mirent toute leur énergie pour sortir la Chine de son retard datant de 1800 et la faire entrer dans la modernité. Ce retard, ils en étaient les propres forgerons. Kang Youwei proposa une nouvelle interprétation des écrits de Confucius puisque les idées de réformes politiques, telles que le suffrage universel et l'émancipation de la femme, mais aussi une mobilisation de masse et une éducation des masses, figuraient déjà dans les écrits du néoconfucianisme. Le confucianisme devait être promu religion d'Etat. Ainsi Kang amena beaucoup d'intellectuels-fonctionnaires à faire leur les idéaux de l'Occident, ceux-ci étant partie intégrante de la tradition confucianiste. Liang Qichao comprit qu'on ne pourrait faire face à l'Occident sans développer une bourgeoisie cultivée, des idées de souveraineté nationale et de nation. Les cent jours se situent en 1898, quand la veuve impératrice transmit les pleins pouvoirs à son fils Guangxu, âgé de 23 ans: il demanda de l'aide à Kang et Liang. Ensemble, ils mirent en œuvre un feu d'artifice de réformes qui se termina, après cent jours, dans un bain de sang. Quelques réformateurs trouvèrent la mort – le maître et son disciple purent s'enfuir, l'empereur fut assigné à résidence – une occasion unique de l'histoire universelle fut ratée. Après un siècle de révoltes, de guerres et des millions de morts, la Chine d'aujourd'hui renoue, dans beaucoup de domaines, avec les idées et acquis des intellectuels du premier quart du XX^e^ siècle – une raison de prendre conscience des événements d'alors.

La Chine, superpuissance ascendante du XXI^e^ siècle, était avec l'Inde, jusqu'en 1800, l'économie nationale la plus importante du monde et en plus une puissance très consciente de soi et autosuffisante, l'empire du Milieu, le centre du monde. Les deux cents ans de déclin chinois et de dominance occidentale représentent, selon *Kishore Mahbubani,* «a historical aberration», une aberration historique qui prend fin, aujourd'hui. La Chine moderne et le Parti communiste chinois ne raient pas encore Mao de leur histoire, le jeu de nombres de *Deng Xiaoping* est toujours en vigueur: *Mao* a agi de manière correcte à 70%, à 30% de manière incorrecte, une relation qu'il faudra certainement réviser les années à venir. En outre, on est à la recherche de points de repaires dans sa propre histoire, des valeurs fondamentales qui ont marqué l'histoire chinoise depuis des siècles et qui pourraient, encore aujourd'hui, faire fonction de ligne directrice pour l'avenir. Dans le confucianisme et dans le néoconfucianisme, le parti communiste a trouvé de nouveaux repères. C'est pourquoi il est intéressant de s'approprier les fondements et leurs rénovateurs qui, après l'effondrement de l'empire en 1912, ont tenté un amalgame de ce qui était approuvé de la tradition sino-confucianiste et de la tradition occidentale. Notre informateur, *Pankaj Mishra,* dans ce contexte, nous présente deux intellectuels presque inconnus en Occident. Leur importance fut dominée par la réputation de *Sun Yat-sen, Tchiang Kai Chek* et *Mao Tse Dong*: il s'agit de *Kang Youwei,* honoré par ses disciples comme Martin Luther du confucianisme et de son célèbre disciple *Liang Qichao.*

> «Mencius dit qu'il faut honorer le peuple et qu'il ne faut pas négliger les affaires du peuple. Les gouvernements des Etats occidentaux actuels tutoient ce principe, la Chine cependant est coupée des idées de Mencius.» (Liang Qichao, cit. d'après Mishra p. 177)

«Il y a trois mille ans, les Européens vivaient encore comme des animaux sauvages …»

Liang Qichao, formé selon la tradition classique chinoise du confucianisme, participant à tous les événements importants en Chine jusqu'aux années vingt du XX^e^ siècle, voyait la cause du retard de son pays dans la surestimation de soi de la Chine: on se prenait pour le nombril du monde et tous les autres étaient des barbares. Liang et son maître Kang Youwei furent choqués quand pour la première fois dans les années 80 et 90 du XIX^e^ siècle, ils lirent des ouvrages sur l'Occident, visitèrent Hongkong et réalisèrent qu'il y avait encore d'autres civilisations évoluées.

Kang s'investit pour des réformes en Chine qu'il considérait comme aussi dégénérée que la Turquie, sauf que le sultan et son peuple ne furent jamais autant humiliés que ses semblables chinois. Les 70 années d'humiliation de la Chine, depuis 1830, frappèrent les Chinois très durement car ils étaient conscients de leur histoire de 4000 ans. Pour l'exprimer, voila les paroles de Liang Qichao en 1902: «La civilisation de notre pays est la plus ancienne de la terre. Il y a trois mille ans, les Européens vivaient encore comme des animaux sauvages dans leurs champs pendant que notre civilisation, avec ses traits caractéristiques, avait déjà atteint le niveau correspondant à celui de leur Moyen-Age.» (cit. d'après Mishra, p. 168)

Depuis le sixième siècle avant notre ère, le confucianisme était le lien unificateur de la Chine et disposait d'un éclat auquel même ses conquérants, tels les Mongoles et plus tard les Mandchous succombèrent. Ils s'approprièrent la culture chinoise – événement tout à fait unique dans l'histoire universelle, que le vainqueur se fait vaincre par la culture du vaincu, surtout quand on pense au contrepoint de la marche victorieuse de «l'american way of life» depuis la Seconde Guerre mondiale …

«Le commerce occidental affaiblit la Chine cent fois plus que des soldats occidentaux»

Mais revenons au XIX^e^ siècle en Asie. Mishra met l'accent sur le fait que les Chinois, avaient vite appris de leurs défaites au XIX^e^ siècle face aux Britanniques lors des guerres d'opium et face à la France au Viêtnam. Ils ont mis sur pied une industrie selon le modèle occidental, aussi dans le domaine de l'armement. Mais pareil à la Turquie ottomane et l'Egypte, les Britanniques imposèrent le libre-échange qui entraîna la fin de la protection de la jeune industrie. La Chine se retrouva dans une situation semi-coloniale où, selon Liang Qichao en 1896, «le commerce occidental affaiblit la Chine cent fois plus que des soldats occidentaux». (Mishra p. 171) Ainsi et surtout après la défaite écrasante face au Japon en 1895, la Chine fut partagée comme un melon entre les puissances impérialistes, pendant que les Etats-Unis, en 1900, signalaient une «politique de porte ouverte», selon laquelle les profits tirés du libre-échange imposé à la Chine revenaient aux étrangers, mais dont les Chinois payaient les frais. Il a suffit d'un siècle pour que la Chine passe d'un pays à la balance commerciale positive à un pays hautement endetté.

Kang lance une offensive en matière de formation pour le peuple chinois

Les humiliations subies par la Chine ont incité Kang à entreprendre une démarche révolutionnaire: avec les candidats aux examens, la future élite du pays, il élabora une pétition à l'adresse du jeune empereur *Guangxu*, de refuser le traité de paix humiliant avec le Japon et d'entamer une révolution d'en haut à l'image des réformes Tanzimat ottomanes. Il n'y réussit pourtant pas, mais il avait entamé le premier mouvement de masse dans l'histoire de la Chine! Kang lança alors une offensive en matière de formation non seulement pour les classes supérieures mais aussi pour le «peuple» chinois, un terme qui fut utilisé pour la première fois. On créa des écoles et des bibliothèques afin de permettre au peuple de participer à la vie politique. Liang copia la pétition, devint secrétaire de l'association culturelle de Pékin et fonda des journaux largement lus. Ainsi il devint le journaliste le plus influent de Chine. L'expansion du système éducatif et de l'industrialisation était son objectif principal. Cent ans après l'Inde et vingt ans après le monde arabe, fut créé également en Chine un espace public pour les débats et les discussions. Liang reconnut qu'on ne pouvait faire face à l'Occident que par une bourgeoisie cultivée et les idées de la souveraineté du peuple et de la nation. Son argumentation, s'approchant dangereusement du démantèlement du système monarchique, se basait sur la tradition chinoise: «Mencius dit qu'il faut honorer le peuple et qu'il ne faut pas négliger les affaires du peuple. Les gouvernements des Etats occidentaux actuels tutoient ce principe, la Chine cependant est coupée des idées de Mencius.» (cit. d'après Mishra p. 177)

Yan Fu compare la tradition occidentale à la tradition chinoise

Pour le maître de Liang, Kang, qui se considérait comme un érudit sage dans la tradition classique confucéenne, il fut absolument clair que le confucianisme devait être réinventé pour être sauvé. C'est-à-dire qu'il fallait s'approprier quelques vertus occidentales. En 1895, le traducteur et auteur *Yan Fu* avait formulé une comparaison des traditions chinoises et occidentales: «La Chine apprécie le plus les liens familiaux entre les trois générations tandis qu'en Occident l'égalité prime sur les liens familiaux. En Chine, on donne la préférence aux parents, en Occident à ceux qui en sont dignes. La Chine gouverne son empire sur la base du respect des parents, l'Occident par contre sur la base de l'impartialité. La Chine apprécie l'empereur, l'Occident le peuple. La Chine vante les mérites d'une seule voie tandis que l'Occident préfère la diversité […]. Dans l'éducation, la Chine mise sur une large culture générale, l'Occident sur la force humaine.» (cit. d'après Mishra, p. 179) Plus de cent ans plus tard, *Kishore Mahbubani* l'a exprimé de

Suite page 7

Paris, 1919: Les puissance occidentales maintiennent les préjugés raciaux – l'Asie est indignée

ts. «Un homme d'Afrique centrale est-il fait de la même façon qu'un Européen»? (cit. d'après *Mishra,* p. 246) Non, fut la réponse. Qui a donné cette réponse soumise aujourd'hui en Suisse à la norme antiraciste? Quand, où et dans quel contexte a-t-elle été donnée?

Ce fut en 1919 à Paris. La Première Guerre mondiale vient de toucher à sa fin, les puissances victorieuses sont en train de négocier un nouvel ordre mondial. Une nouvelle organisation devra voir le jour amenant désormais les peuples à négocier pour régler les conflits d'une façon pacifiste. Cette Société des Nations avait besoin de statuts clairs. Un pays non-européen exigeait l'égalité de toutes les nations, l'égalité de toutes les «races» comme on disait à l'époque. Ce pays était le Japon. Son délégué, *Makino* s'appuyait, lors de cette requête, sur le principe américain selon lequel «tous les hommes sont nés égaux». La réponse clairement raciste citée ci-dessus, bien qu'il n'en était pas vraiment ainsi, provenait d'un homme qui figure, grâce à une autre déclaration, dans les livres d'histoire: c'était *Lord Balfour,* nota bene ce Lord Balfour, qui dans sa célèbre Déclaration, a laissé entrevoir au peuple juif, en 1917, un habitat, «a homestead» comme refuge pour les victimes de la haine raciale, les personnes humiliées de confession juive.

Ceci est un sale exemple d'arrogance occidentale et de doubles standards d'étiqueter les peuples asiatiques comme «race inférieure» et de les traiter de la sorte. Ceux-ci ne sont pas près de l'oublier. *Pankaj Mishra* n'en reste pas qu'à cet exemple dans son livre et ce n'était pas seulement Lord Balfour qui affichait cette façon de penser. Même le président américain *Wilson,* considéré en Asie comme porteur d'espoir, se classait à tout point de vue dans la liste des porteurs de préjugés ou de racistes déclarés. Mishra: «A la fin, Makino a soumis la question de l'égalité raciale au vote – et il en est sorti vainqueur.

Toutefois Wilson déclara que la décision majoritaire était sans validité car certains opposants importants l'avaient refusée.» (Mishra, p. 246). Les nationalistes japonais lui en feront grief pendant des décennies. D'une part les puissances victorieuses se moquaient de manière raciste des participants non-européens de la conférence, et d'autre part la demande du Japon faisait apparaître la politique de doubles standards des puissances occidentales. Un procédé qui, à juste titre, peut indigner le lecteur aujourd'hui mais qui peut également faire penser à l'ONU. En effet son Conseil de sécurité et ses cinq membres permanents avec leur droit de véto est critiqué dans le monde entier – en particulier par *Kishore Mahbubani.* Lui-même fut membre en 2011 de ce conseil en tant que représentant du Singapour. Les critiques viennent également d'Etats neutres tels que la Suisse qui exigent des réformes dans ce point-là.

«Le ‹Martin Luther du …›»
suite de la page 6

la manière suivante: l'Asie a repris sa place naturelle dans la hiérarchie des sociétés et civilisations. Et pourquoi? Parce que les Asiatiques avaient découvert les sept piliers occidentaux de la sagesse. Chaque pays, qui, à son tour introduirait les sept piliers connaîtrait le même essor. Mahbubani compte parmi eux l'économie de marché, les sciences et la technologie, la méritocratie, le pragmatisme, la culture de la paix, l'Etat de droit et last but not least, l'éducation. (cf. Mahbubani, p. 63–116)

Kang, que Liang appelait pour ses activités le Martin Luther du confucianisme, proposa une réinterprétation des œuvres de Confucius dans le sens que les réformes politiques, telles que le suffrage universel et l'émancipation des femmes mais aussi la mobilisation des masses et l'éducation des masses, figuraient déjà dans les œuvres du néoconfucianisme. Le confucianisme devrait être promu religion d'Etat. C'est ainsi que Kang gagna beaucoup de fonctionnaires savants pour les idéaux de l'Occident en les présentant comme faisant partie de la tradition confucéenne.

La réforme des cent jours sous l'empereur Guangxu

Beaucoup d'intellectuels chinois connaissant l'Occident par leur propre expérience, sont devenus des adeptes du darwinisme social parce qu'ils croyaient que ce serait la seule voie à assurer la survie de «la race jaune» face au combat avec la race blanche; d'autres, comme *Tan Sitong,* lui aussi disciple de Kang, proposèrent l'instauration d'une république et un comportement exemplaire sur le plan moral comme le proposait *Gandhi*.

Quand, en 1898, la veuve impératrice transmit les pleins pouvoirs au jeune Guangxu, âgé de 23 ans, l'heure des réformateurs Kang et Liang sonna: le jeune empereur leur demanda de l'aide et pendant 100 jours, ils déclenchèrent, avec Guangxu, un feu d'artifice de réformes. Mishra: «Pendant cent jours, Kang, Liang et Tan Sitong furent plus puissants que ne l'a jamais été un autre groupe d'intellectuels d'orientation comparable depuis la Révolution française – et cela considéré sur le plan international.» (Mishra, p. 184) Mais les réformes étaient trop précipitées et réveillèrent la résistance des anciennes élites qui convainquirent l'impératrice à faire un coup d'Etat. La plupart des réformes furent révoquées, les conseillers furent condamnés à mort. Kang et Liang s'enfuirent, Tan se livra à ses persécuteurs en prononçant les paroles citées pendant des décennies en Chine: la Chine ne se renouvellera qu'au moment où il y aura des hommes qui sacrifient leur vie pour le renouvellement. Lui-même et six autres réformateurs furent décapités publiquement. Mishra: «Ainsi se termina la chance de la Chine d'entamer une modernisation d'en haut qu'on avait aussi tentée en Turquie et en Egypte. La révolution fut donc aussi inévitable que dans d'autres pays d'Asie.» (Mishra, p. 185)

Liang comme al-Afghani: démasquer les méthodes occidentales de domination

Au Japon, Liang s'entoura de Chinois exilés et fonda avec l'aide financière de compatriotes déjà domiciliés là-bas, des périodiques, des écoles et des sociétés éducatives. Il lut *Hobbes*, *Spinoza*, *Rousseau* et les philosophes grecs. Il rédigea des études biographiques sur *Cromwell*, *Cavour* et *Mazzini*. Il informa sur la résistance philippine contre les Etats-Unis et sur le conflit entre les Bures et les Britanniques en Afrique du Sud. Il suivit de près la course aux ressources naturelles et aux territoires sans manquer un intense échange avec les esprits révolutionnaires de toute l'Asie. A l'instar d'*al-Afghani,* il décrivit les méthodes employées par les puissances occidentales pour soumettre d'autres pays, des méthodes «qui consistent, par exemple, à pousser un pays à s'endetter toujours davantage (Egypte), à répartir le territoire d'un pays (Pologne), à tirer profit des scissions internes (Inde) ou à dominer l'adversaire tout simplement par l'emploi de sa suprématie militaire (Philippines et le Transvaal)», (Mishra, p. 195). Dans ces analyses, Liang préfigura, en d'autres termes et en renonçant au contexte marxiste, le dicton de *Lénine* disant que l'impérialisme était le dernier stade du capitalisme.

A l'instar d'al-Afghani, il décrivit les méthodes employées par les puissances occidentales pour soumettre d'autres pays, des méthodes «qui consistent, par exemple, à pousser un pays à s'endetter toujours davantage (Egypte), à répartir le territoire d'un pays (Pologne), à tirer profit des scissions internes (Inde) ou à dominer l'adversaire tout simplement par l'emploi de sa suprématie militaire (Philippines et le Transvaal)», (Mishra, p. 195).

En 1908, la Chine est prête aux temps modernes

Le mécontentement d'un peuple qui, en 1800, avait encore disposé d'un niveau de vie plus élevé que celui des Européens, aboutit à un soulèvement populaire spontané, guidé par une société secrète d'orientation chamane qui se composait d'adhérents des arts martiaux traditionnels, les soi-disant «boxeurs». Le combat se dirigea, au début, contre des institutions, ensuite contre des représentants de l'Occident, conduisant aux ravages connus du corps d'expédition des puissances occidentales et du Japon.

La veuve impériale, contrainte à fuire, initia malgré tout quelques réformes de sorte qu'en 1908, année de son décès, la Chine était prête pour instaurer un Etat moderne. On abolit les examens à l'entrée d'une carrière de fonctionnaires d'Etat remontant à une tradition millénaire, on créa des écoles modernes avec des plans d'études occidentaux. En Inde, pays bien éloigné, le philosophe et politicien *Aurobindo Ghoses* (1872–1950) rendit hommage à ce renouveau. Il s'agissait d'un pas semblable à la révolution Meiji au Japon. Un des premiers étudiants de cette nouvelle école fut *Mao Tsé-doung* qui voyait dans cette évolution, comme il disait lors d'un entretien avec l'auteur américain *Edgar Snow,* les effets de l'humiliation chinoise et jura de s'engager en faveur d'un changement.

Liang se prononça pour la république, Kang pour la communion morale des frères du monde entier

Liang avait observé depuis Hawaï cette nouvelle et plus grande humiliation de la Chine qui soit. Il fut convaincu que le salut du peuple chinois, enfermée dans sa mentalité d'esclave ne proviendrait que d'une République et d'un Etat national fort.

Ce darwiniste social anti-occidental déclara: «Si une race n'est pas capable de braver les défis du temps, elle ne survivra pas (cit. d'après Mishra, p. 204).

Par contre, son maître Kang se brouilla avec Sun-Yat sur la question monarchie ou république et se rendit en Inde. De là, il dressa le plan d'une utopie sociale internationaliste et d'une communauté mondiale morale entre frères susceptible de surmonter toute différence de race, d'ethnie ou de langue – selon Mishra cette vision était reprise en partie par Mao Tsé-doung sans plus approfondir ou justifier ce constat.

Liang aux Etats-Unis (1903): réception chez le président et profond état de choc

En 1903, Liang fit un long voyage à travers les Etats-Unis – tournant décisif dans sa carrière intellectuelle. Les Etats-Unis ayant pénétré au plus profond du continent, définirent dorénavant les Philippines comme «new frontier», ainsi *Woodrow Wilson,* le futur président. Et celui-ci de dire: on a appétit à de nouveaux marchés, «auxquels la diplomatie et, s'il le faut, la force devraient donner accès» (cit. d'après Mishra, p. 210). Il faudrait faire sauter les portes closes des nations. Au commerce devrait succéder le drapeau. L'intérêt pour la Chine étant gigantesque, on revendiquait une politique «de la porte ouverte», désignant par là précisément les portes qu'on était prêt à défoncer au cas échéant. Ainsi, lors de son voyage, Liang attira une grande attention: même le président, *Théodore Roosevelt,* le ministre des Affaires étrangères, *John Hay,* et le banquier *J. P. Morgan* le reçurent. Liang fut choqué de l'injustice sociale qui régnait aux Etats-Unis et le pouvoir attribué aux entreprises. Il constata un centralisme croissant et l'approbation de l'impérialisme. Il en conclut que la démocratie est l'affaire d'une longue période, il faut la construire de bas en haut car elle ne s'installe pas par des révolutions – une conclusion qu'on ne peut que confirmer, vu les expériences de la Confédération helvétique et de son histoire.

Face à la démocratie américaine réelle, Liang doute de la démocratie en général

Face aux évolutions autour du canal du Panama, Liang prévoyait avec lucidité les dimensions effrayantes que prenait la concentration de pouvoir en Amérique et que celle-ci s'emparerait de la planète tout entière après avoir déferlé sur la Chine. Les violations des droits de l'homme perpétrées envers les Afro-Américains et les immigrants chinois qu'il avait en partie suivies de près, le faisaient douter de la démocratie en tant que telle. Il ne réussit pourtant pas à mobiliser les Chinois résidant aux Etats-Unis pour la cause de leur nation. Ils préféraient les structures de clans, privilégiaient des bandes plutôt que des partis. Ce n'est pas ainsi qu'on crée une nation et il en va de même pour la Chine. Il en conclut: «Pour le moment, le peuple chinois doit accepter une société autocrate, il ne peut pas encore jouir de la liberté.» Dans 50 ans seulement, continua-t-il, les Chinois seront capables de lire Rousseau mais pour le moment, toute tentative démocratique serait vouée au chaos. Pour Liang, le Japon de l'ère Meiji en était la preuve: il était possible de créer une nation moderne avec un Etat autocratique. Cette vue fut partagée de nombreux Asiatiques, particulièrement dans une époque où des Etats occidentaux s'orientaient vers le protectionnisme, tournant le dos, par égoïsme, au marché libre qui ne leur profitait plus assez.

L'étatisme de l'Allemagne sous Bismarck devint alors le modèle, le despotisme éclairé représentait la voie vers le progrès tout en garantissant la survie face aux Etats-Unis dont Liang mettait en doute la nature démocratique. Liang s'opposa par conséquent clairement à la révolution républicaine de Sun Yat-sen qui, selon lui, ne pourrait que déboucher sur le chaos et, par conséquent, sur une nouvelle tyrannie.

Liang en 1903 comparable au PCC d'aujourd'hui: l'Etat fort dirige l'économie tout en promouvant l'équilibre social

L'immense chaos qui régnait après la chute de la dynastie chinoise des Mandchou semblait malheureusement lui donner raison. Liang, tout comme les héritiers de Mao – parallèle intéressante –, aurait salué un Etat fort réconfortant et protégeant les capitalistes pour qu'ils résistent à la concurrence du monde extérieur. Une production industrielle basée sur des méthodes capitalistes, dirigée par un Etat fort – seule survie possible pour la Chine. A cela s'ajoutait une forte composante sociale: l'Etat devrait régler l'économie privée pour éviter que les inégalités sociales augmentent. Voilà un programme âgé de cent ans, plus ou moins réalisé actuellement en Chine. Certes, les délibérations sur ce qui serait arrivé si …, sont acceptées en science actuelle de l'histoire, mais ne nous font avancer que peu. Malgré tout: en Russie, la révolution de février aurait pu aboutir à une république et épargner 70 ans de souffrance à la population. Mais voilà, les Bolchevistes ont fait tout sauter par leur putsch d'octobre/novembre, avec les conséquences connues: économie du plan communiste, stalinisme, Goulag etc. – Selon le concept de Liang, la mort de 60 à 70 millions de chinois aurait pu être évitée. Ce sont les appréciations actuelles des historiens du parti communiste chinois quant au tribut de sang de l'Histoire révolutionnaire de Chine.

Liang – un précurseur de Deng Xiaoping?

Le pragmatisme de Deng Xiaoping et sa métaphore du chat, devenu célèbre: «Peu importe qu'un chat soit noir ou blanc, s'il attrape des souris, c'est un bon chat» – cela aurait-il été possible en 1911 déjà? Hélas, il n'en était pas ainsi et les errements sanglants ne furent pas épargnés aux gens. Et aujourd'hui, Kishore Mahbubani, affirme que la voie vers la liberté et la démocratie diffère d'un pays à l'autre. Selon lui, l'Occident devrait veiller à ne pas imposer sa voie aux autres. Elle pourrait se révéler trop rapide comme le montre l'exemple de la Russie après le tournant. La Chine, elle, emprunte une autre voie, plus lente garantissant la stabilité et la paix (Mahbubani, p. 152ss.). Probablement Liang partagerait avec Mahbubani aussi bien sa critique de l'Occident que la démarche lente à entreprendre pour sortir du despotisme. A nous Européens, le concept de l'absolutisme éclairé a beau nous sembler dépassé depuis longtemps: l'Asie doit-elle en effet risquer de retomber dans le chaos et l'anarchie pour la seule raison de sauver la pureté de la théorie? Mahbubani dans son livre dit non.

Suite page 8

Les valeurs fondamentales confucianistes et le succès chinois

ts. Les valeurs fondamentales du confucianisme «ren», «yi», «xiao» et «zhong», ce qui veut dire à peu près «compassion humaine», «vertu», «piété filiale» et «fidélité», servent en Chine de ligne directrice quand il s'agit d'agir correctement, même en politique. Le système de la méritocratie, l'avancement des «meilleurs et des plus doués» indépendamment de leur origine mais à la base de leurs prestations, est, selon *Kishore Mahbubani,* un facteur de la réussite chinoise, un système qui a des répercutions positives, même aujourd'hui sous le régime du parti communiste chinois. Une observation que l'ancien ambassadeur d'Allemagne *Konrad Seitz* confirme d'un point de vue profondément occidental dans son excellent ouvrage «China. Eine Weltmacht kehrt zurück». Encore plus loin vont *Amy Chua* «Chinese-American» et son mari, «Jewish-American», *Jed Rubenfeld* qui, dans leur ouvrage controversé «The Triple Package: How Three Unlikely Traits Explain the Rise and Fall of Cultural Groups in America», saisissent le sentiment du peuple chinois d'être supérieur aux autres: toutefois, en combinaison avec l'insécurité expérimentée en tant que minorité ethnique aux Etats-Unis et le contrôle rigoureux d'impulsions et l'ambition: «Nous leur montrerons ce que nous savons faire!» Chua et Rubenfeld en construisent leur théorie du «triple package» qui, aujourd'hui, contribue à ce que les Américains d'origines chinoises et d'autres minorités comme les Américains d'origine juive et d'autres appartiennent aux groupes les plus couronnés de succès aux Etats-Unis en ce qui concerne la réussite et la richesse. Une théorie qui doit être examinée de façon critique: certes, il est incontestable que l'image de soi chinois en tant que peuple supérieur a eu des répercussions historiques, non seulement en ce qui concerne sa chute au XIX^{e} siècle mais aussi son redressement actuel. Malgré tout, du point de vue suisse, le concept d'Amy Chua et de Jed Rubenfeld doit être mis en question. Leur concept du «triple package» admet qu'il ne mesure que le succès et la richesse, il semble pourtant négliger, voire nier, la conception personnaliste de l'homme et de l'histoire. De même il ne tient pas compte du principe coopératif qui met la dignité de l'homme au centre et considère la responsabilité individuelle, l'entraide et l'autogestion comme base du vivre ensemble sur un pied d'égalité et dans l'esprit démocratique au sein de l'Etat, en particulier sous sa forme de démocratie directe.

«Le ‹Martin Luther du …›»
suite de la page 7

En 1912, Liang est ministre de la Justice, puis conseiller financier – le piège de l'endettement se referme

Après la Révolution de 1911, Liang accepta en 1912 le poste de ministre de la Justice pour devenir plus tard conseiller financier du président *Yuan Shikai,* le successeur de Sun Yat-sen. Et une fois de plus, le pouvoir était aux soldats. Yuan ne fut pas un despote éclairé, aussi avec le soutien de Kang, il réintroduisit le confucianisme susceptible de consolider sa régence, orientation spirituelle que les Républicains avaient déclarée être inutile. Ce qui s'ensuit est, selon Mishra, bien connu. L'Egypte, l'Iran et la Turquie en sont les exemples: Yuan tomba dans le piège de l'endettement qui bientôt devint une spirale, le contraignant à vendre des licences de chemins de fer et d'exploitation de minerais aux créanciers étrangers. En outre, le Japon affichait de plus en plus des allures impérialistes, expulsant les intellectuels pan-asiatiques ou interdisant leurs journaux.

En 1915, Yuan fut contraint d'accepter 21 revendications japonaises puisqu'il était tombé également dans le piège de l'endettement préparé par son voisin asiatique. Lorsque Yuan voulut se faire empereur, il fut renversé. Après son décès, en 1916, la Chine se décomposa, comme Liang l'avait craint, en d'innombrables territoires dominés par des chefs guerriers. Mishra fait la comparaison avec l'Afghanistan avant l'arrivée des Talibans.

Liang, en tant que ministre, préconise l'entrée en guerre aux côtés des Alliés …

Le pouvoir chinois ne ressortait désormais plus du confucianisme, mais des fusils, selon le dicton de Mao de 1927. Selon Mishra, cette époque chaotique est utilisée jusqu'à nos jours pour justifier un style autoritaire de régence. Mahbubani serait certainement d'accord, lui qui avait averti l'Occident de ne pas brusquer d'autres pays qui avaient leur propres processus historiques.

Par la suite, Liang fut ministre au sein du gouvernement de Pékin, préconisant l'entrée en guerre de la Chine aux côtés des Alliés: C'est la seule façon d'annuler les «contrats inégaux» et de repousser le Japon, voilà son calcul. En même temps, il envoya des étudiants et des travailleurs en France, parmi eux des leaders communistes de la première génération tels que Deng Xiaoping et Zhou Enlai.

La révolution de 1911, cruellement échouée, avait clairement démontré que l'ancienne Chine était discréditée. Partout, on était d'accord que quelque chose d'entièrement nouveau devait se créer. Les avis étaient partagés. Tandis que les uns aspiraient à une copie des Etats-Unis, d'autres étaient persuadés, y compris Mao, que sur les ruines de l'ancien univers un nouvel univers naîtrait et qu'on ne pourrait que s'en réjouir.

Or, il s'agissait de passer à une «révolution dans les esprits», révolution qui devait se réaliser, en 1919, dans le «Mouvement du 4 mai».

… pourtant, le mépris de l'Occident pousse la Chine vers le communisme

Les conférences de paix parisiennes en mai 1919 étaient un échec pour la Chine et déclenchèrent sur le plan interne de furieuses protestations estudiantines, le «Mouvement du 4 mai». Le président des Etats-Unis était traité de menteur, des Chinois avec une mentalité «soupçonnée» pro japonaise, ont été attaqués, de même l'ambassadeur de Chine au Japon, alors à Pékin.

Le Mouvement du 4 mai représentait une nouvelle génération de Chinois formés à l'occidentale et qui représentaient davantage le peuple que les érudits autour de Kang et Liang.

Deng Xiaoping faisait également partie des étudiants ouvriers et des ouvriers, qui étaient allés soutenir les Alliés comme mains-d'œuvre en Europe, surtout en France. Le traitement grossier des Européens contribuait à le politiser et radicaliser. Les bolcheviks par contre se comportaient autrement que les Européens: les bolcheviks renonçaient aux traités inégaux avec la Chine et se proposaient comme unique allié réel contre les pouvoirs impérialistes. Effectivement: en 1921 déjà, le Parti communiste de Chine a été mis en place à Shanghai avec l'aide de Moscou. Les puissances occidentales contribuèrent par leur arrogance à la radicalisation en Chine.

Ainsi *Nehru*: le président Wilson aurait, par son discrédit sur l'Asie, apporté le «spectre du communisme».

Et tout comme *Ho Chi Minh*, Mao a conclu que la Chine ne pouvait être souveraine que grâce au communisme. A Berlin, des milliers d'opposants au colonialisme du monde entier se sont rassemblés au quartier général de l'Internationale communiste (Komintern), En 1920 déjà, le *Komintern* avait contribué à fonder le Parti communiste d'Indonésie, qui à son tour a envoyé des représentants à Shanghai en 1921. Avec Berlin, Moscou a été le point de refuge des révolutionnaires de toute l'Asie, aussi pour Ho Chi Minh.

Le flambeau de la civilisation européenne provoque des incendies …

Le chemin de Liang était totalement autre. Après 1919, il a voyagea à travers l'Europe et tourna, plein de dégoût, le dos au darwinisme social qui conduisit à l'adoration de l'argent et du pouvoir, à la montée du militarisme et de l'impérialisme, et comme le Prix Nobel de littérature indien de 1913, *Rabindranath Tagore*, il était d'avis que le flambeau de la civilisation européenne apporterait peut-être aucune lumière, mais provoquerait des incendies. (Tagore, cit. d'après Mishra, p. 258). Liang pense que l'une des principales raisons de la Première Guerre mondiale aurait été le darwinisme social. Les Européens s'en seraient rendus compte, aussi seraient-ils maintenant à la recherche d'une nouvelle éthique. Cela expliquerait par exemple leur enthousiasme pour *Lao-Tseu*. Liang Qichao lui-même renoua avec Mencius et Confucius qui mettent l'accent sur un ordre moral. Il y aurait de la sagesse dans ces doctrines antiques! L'idéal confucéen du «ren» qui enseignait l'harmonie et le compromis, serait bien supérieure à l'esprit de concurrence occidental: «La vie matérielle n'est qu'un moyen de préserver la vie spirituelle; on ne devrait jamais la mettre à la place de celle à qui elle sert.» (cit. d'après Mishra, p. 261) Les Européens ne considéraient la vie que comme un processus matériel. Le point de départ da la sagesse orientale est l'esprit, celui de l'Occident la matière. Sur le plan politique, cela signifiait que la démocratie libérale de l'Occident perdait en renommée en Asie. L'ancien mentor de Liang, *Yan Fu* constata: «Avec l'âge […], j'ai conclu que le progrès occidental des derniers 300 ans n'avait conduit qu'à l'égoïsme, au carnage, à la corruption et à l'imprudence.» (cit. d'après Mishra, p. 262)

«La civilisation occidentale n'est rien que le règne du pouvoir» – Qu'en est-il du modèle suisse?

Sun Yat-sen, lui-aussi, se prononça contre le matérialisme et l'impérialisme économique occidental et renoua avec des «vertus traditionnelles»: «la loyauté et la piété filiale, l'humanité et l'amour, la fidélité et le devoir, l'harmonie et la paix». (cit. d'après Mishra, p. 263). Et plus loin: La «civilisation» occidentale, «appliquée à la société signifie culte de la force par des avions, bombes et armes à feu comme caractéristiques hors pair […] C'est pourquoi la civilisation occidentale n'est rien que le règne du pouvoir». (cit. d'après Mishra, p. 263)

Ce sont des déclarations qu'on peut approuver surtout en tant que citoyen suisse, mais avec quelques nuances: la critique des penseurs asiatiques cités porte sur les structures de pouvoir centralisées de l'Occident. Le citoyen était exposé à une propagande continue des élites et la question sociale n'était pas résolue. On soutenait seulement à cause de cette situation leur politique étrangère agressive. Si l'on n'avait pas manipulé les citoyens, l'écrasante majorité aurait prôné une coexistence paisible – parce qu'après tout, c'étaient leurs propres fils, leurs frères, leurs conjoints qui devaient se sacrifier sur le «champ d'honneur» pour l'arrogance et la cupidité des élites politiques et financières. En ce qui concerne la Suisse, petit Etat fédérale construit sur une base coopérative du bas vers le haut et luttant pour se conformer à la devise d'Etat lié à la neutralité perpétuelle armée, les habitants se voyaient exposés à des pressions similaires à celles subites par les pays d'Asie: la Suisse se trouvait toujours au milieu des troubles de guerre lors de toutes les guerres européennes des 200 années passées, et on avait bon gré mal gré des concessions à faire, pour ne pas être étranglée économiquement, comme *Daniele Ganser* le décrit dans son livre «Europa im Erdölrausch.»

La Suisse peut faire office de pont entre l'Asie et l'Occident

La Suisse – nation issue d'une volonté politique commune – s'est toujours investie dans le règlement pacifique des conflits. Elle a suggéré aux voisins de ne pas faire d'excès et d'agir avec modération. Car chaque guerre en provoque une autre, c'est la revanche. La Confédération avait déjà très tôt su surmonter le principe de la loi de la jungle, la vendetta. Pourquoi en serait-il autre à l'échelle internationale? Avec la fondation du CICR et des bons offices de la diplomatie suisse, on a essayé de faire respecter dans le monde entier ce principe de la coexistence pacifique.

A cet égard, la Suisse pourrait faire office de pont entre l'Asie et l'Occident quand il s'agit de privilégier les valeurs immatérielles à l'avidité d'argent et de pouvoir. Pour Pankaj Mishra, il serait certainement avantageux d'étudier sous cet aspect le modèle suisse, par exemple en lisant la thèse d'habilitation de *René Roca*, et de la prendre en compte dans la confrontation Orient-Occident.

Les points communs entre le modèle suisse et la philosophie orientale sont multiples. Les propos de Mishra, nous le révèlent lorsqu'il cite les caractéristiques fondamentales de la civilisation orientale selon Sun Yat-sen: «la bienveillance, la justice et la morale.» (cit. d'après Mishra, p. 263). Et plus loin: «Cette civilisation assure que les gens la respectent au lieu de la craindre. Cette civilisation est – dans le langage des anciens – le règne du juste ou la voie royale. On peut donc dire que la civilisation orientale est une civilisation du règne du juste. Depuis l'émergence de la civilisation européenne matérialiste et du culte du pouvoir, la morale du monde est en déclin. Même dans certains pays d'Asie, la morale est dégénérée.» (cit. d'après Mishra, p. 263) Que certains citoyens d'Etat centralisés en Occident puissent avoir l'une ou l'autre objection, selon Mahbubani, la citation montre malgré tout à quel point l'Occident a causé et cause toujours en Asie du désagrément et une profonde déception face à l'idéologie des doubles standards de l'Occident. On en avait assez de cette arrogance, de cette hypocrisie et de cette cupidité – quoi faire d'autre que de se référer aux maîtres anciens et d'aller à la recherche de sa propre forme de modernisation.

Celui qui a joué un rôle central dans ce processus, *Rabrindranath Tagore,* a été invité à une tournée de conférences en Chine par Liang Qichao et par d'autres en 1924. Son rayonnement sera présenté dans une quatrième et dernière partie de cette série d'articles. •

Liang Qichao lui-même renoua avec Mencius et Confucius qui mettent l'accent sur un ordre moral. Il y aurait de la sagesse dans ces doctrines antiques! L'idéal confucéen du «ren» qui enseignait l'harmonie et le compromis, serait bien supérieure à l'esprit de concurrence occidental: «La vie matérielle n'est qu'un moyen de préserver la vie spirituelle; on ne devrait jamais la mettre à la place de celle à qui elle sert.» (cit. d'après Mishra, p. 261)

«Avec l'âge […], j'ai conclu que le progrès occidental des derniers 300 ans n'avait conduit qu'à l'égoïsme, au carnage, à la corruption et à l'imprudence.» (Yan Fu, mentor de Liang Qichao, cit. d'après Mishra, p. 262)

Bibliographie:

Pankaj Mishra. *From the Ruins of Empire: The Revolt Against the West and the Remaking of Asia.* London; New York: Allen Lane, 2012.
Edition allemande: *Aus den Ruinen des Empires. Die Revolte gegen den Westen und der Wiederaufstieg Asiens.* Frankfurt a. M. 2013. ISBN 978-3-10-048838-1
[les citations se réfèrent à l'édition allemande]

Kishore Mahbubani. *Le défi asiatique.* Paris 2008, ISBN 978-2-213-63752-5. Voir surtout le chapitre 3: «Pourquoi l'Occident ne se réjouit-il pas de l'essor de l'Asie?»

Kishore Mahbubani. *Can Asians think?* Singapour 1998. ISBN 978-981-261968-6.

Konrad Seitz. *China. Eine Weltmacht kehrt zurück.* München 2000. ISBN 978-3-442-15376-3 Voir surtout la partie 1: Die vollendete Zivilisation – China bis zum Ende des 18. Jahrhunderts, p. 13–82

Amy Chua, Jed Rubenfeld. *Alle Menschen sind gleich. Erfolgreiche nicht. Die verblüffenden kulturellen Ursachen von Erfolg.* Frankfurt/New York 2014. ISBN 978-3-593-50117-8. Voir p. 279, note 27 dans la version allemande.

Daniele Ganser: *Europa im Erdölrausch. Die Folgen einer gefährlichen Abhängigkeit.* Zurich 2012. ISBN 978-3-280-05474-1.

René Roca. *Wenn die Volkssouveränität wirklich eine Wahrheit werden soll … Die schweizerische direkte Demokratie in Theorie und Praxis – Das Beispiel des Kantons Luzern.* Schriften zur Demokratieforschung, Band 6. Herausgegeben durch das Zentrum für Demokratie Aarau. Zurich 2012. ISBN 978-3-7255-6694-5

ISBN 978-3-10-048838-1

Courrier des lecteurs

La présentation de l'œuvre primé de *Pankaj Mishra* «From the ruins of empire: The intellectuals who remade Asia» s'est révélé être un véritable trésor. Avec un enthousiasme croissant j'ai lu la critique tout en remarquant à quel point mes connaissances historiques sont limitées. A maintes reprises, j'ai dû faire des recherches supplémentaires pour mieux comprendre ce qui a pourtant suscité en moi l'intérêt de lire l'ouvrage. Le fait que l'histoire se construise dans un contexte beaucoup plus large que j'ai pensé jusqu'à présent en tant qu'Européenne, est une véritable extension de l'horizon et je suis très reconnaissante qu'*Horizons et débats* publie constamment de telles informations précieuses. On peut soi-même faire l'expérience que l'«approche poly-perspective du monde» permet de mieux comprendre les processus politiques et d'entrer en contact avec des gens qui sont d'un autre avis. Il y a des livres qui nous offrent un nouvel aperçu du monde. Voilà pourquoi il ne faut jamais sous-estimer l'importance des livres et de la lecture. Pour cette raison je me réjouis de pouvoir lire d'autres articles sur les penseurs que Pankaj Mishra présente dans son livre afin de mieux comprendre le monde et d'entrer en dialogue avec mes voisins, mes amis et mes enfants.

Petra Flamme-Müller, Hanovre